

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROTECTION
DE LA MATERNITÉ
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mercredi 6 Novembre 1912, à 1 heure 1/2

PAR

André MARTIN

Président : M. CAPITANT, professeur.

*Suffragants { MM. GIDE, professeur.
PERCEROU, professeur.*

DAX

GRANDE IMPRIMERIE LANDAISE, H. LABÈQUE

11, Rue des Carmes

1912

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ EN FRANCE

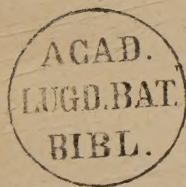
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mercredi 6 Novembre 1912, à 1 heure 1/2

PAR

André MARTIN



Président : M. CAPITANT, professeur.

*Suffragants { MM. GIDE, professeur.
PERCEROU, professeur.*

DAX

GRANDE IMPRIMERIE LANDAISE, H. LABÈQUE
11, Rue des Carmes

1912

La Protection de la Maternité en France

INTRODUCTION

De toutes les questions dont l'actualité pressante s'impose aux méditations de l'économiste et à la sollicitude du législateur, une des plus graves, peut-être même la plus importante, est celle de la protection de la maternité.

Elle nous paraît d'autant plus digne d'être étudiée, que le mouvement profond qui s'est dessiné depuis longtemps en faveur de la protection de la mère, s'accroît de jour en jour, et commence, depuis déjà quelques années, à se traduire par des mesures législatives, élaborées, il est vrai, trop lentement, mais, en somme, d'une incontestable utilité. Nous citerons notamment, parmi celles-ci, la loi du 26 Novembre 1909 et celle du 15 Mars 1910.

En outre, la Chambre et le Sénat sont saisis de propositions de loi sur ce sujet : dans la première de ces assemblées, c'est celle de M. Louis Marin ; dans la seconde, celle de M. Paul Strauss.

D'autre part, plusieurs congrès, cette année même, se sont occupés de ce problème social, dont s'est émue également l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs.

Nous avons pensé qu'il pouvait être intéressant de faire état de tous ces efforts, d'en faire comme une revue, d'autant

mieux que cette étude nous permet d'envisager, ce qui n'aurait pas été possible il y a seulement cinq ou six ans, un système complet de protection englobant toutes les catégories de travailleuses.

Mais de multiples questions se posent ici ; nous essaierons d'en exposer la nature et d'en indiquer la solution, en nous bornant à l'examen des mesures protectrices à instituer avant, pendant et après les couches.

Dans un premier chapitre, nous examinerons la nécessité de la protection de la maternité, telle qu'elle nous apparaît, à la lueur des études du corps médical et de la statistique.

Dans un deuxième chapitre, nous verrons d'abord de quelle manière est organisée actuellement la protection de la maternité, notamment par les moyens de l'Assistance publique, et aussi par les institutions innombrables dues à l'initiative privée ; nous dirons ensuite ce que le législateur a fait dans ce même but.

Dans le troisième chapitre, nous étudierons les différentes questions que soulève notre sujet.

Enfin, dans un quatrième chapitre, nous examinerons les différentes propositions de loi, dans l'ordre de leur élaboration.

Nous pourrons ainsi établir en connaissance de cause notre jugement et en tirer la conclusion qui nous paraîtra la plus conforme aux principes sociaux, au droit et à la raison.

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ DE LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ

§ I. — LA DÉPOPULATION

La question de la dépopulation préoccupe à juste titre, en France, tous les économistes, à la fois comme penseurs et comme patriotes. On peut même dire sans exagération que l'opinion publique en est profondément émue.

Les leçons de l'histoire sont en effet présentes à tous les esprits éclairés, et rien n'en saurait diminuer la redoutable portée. Malgré les rêveries des pacifistes, c'est au nombre, c'est-à-dire à la force, que l'empire du monde paraît devoir être réservé.

Le fait, en lui-même, a été étudié fort exactement avec les lumières de la statistique : celle-ci nous montre qu'en 1909 et 1911, c'est-à-dire en pleine prospérité, le chiffre total de la population française s'est trouvé inférieur à celui qui avait été atteint l'année précédente.

C'est ce que l'on n'avait vu que quatre fois seulement pendant le cours du dernier siècle : on se l'expliquait, de 1803 à 1813, par les guerres du premier empire, en 1853, par la guerre de Crimée, en 1871, par la guerre

franco-allemande, en 1891, par la cruelle épidémie d'influenza qui détermina une augmentation anormale des décès.

D'autre part, quatre fois en dix-sept ans, le nombre des décès a surpassé celui des naissances : en 1893, de 17.813 ; en 1899, de 25.988 ; en 1907, de 19.920 ; et enfin, en 1911, de 34.849.

Le pays ne pourrait se désintéresser impunément de semblable décadence, étant donné que sa puissance militaire a naturellement pour facteur le nombre de ses habitants : la France qui, en 1831, tenait le deuxième rang parmi les puissances européennes, est passée, en 1909, au septième rang.

Les causes de ce mal, qu'il importe d'enrayer sans plus tarder, sont bien connues ; il suffit de les rappeler : c'est la diminution de la natalité, l'augmentation de la mortalité. Or s'il est bien difficile de faire remonter le chiffre de la natalité, il est évidemment plus aisé, et certainement tout aussi efficace, de mettre quelque frein à la mortalité, laquelle fait surtout ses hécatombes dans les premiers temps de la vie humaine, lorsque les êtres sont encore dans la débilité du premier âge.

C'est au moraliste, bien plus qu'au législateur, qu'il appartient de déduire les causes directes de la diminution de la natalité, et d'imposer les institutions et les préceptes qui y peuvent porter remède ; l'immoralité des parents, la limitation volontaire des naissances, fruit de la division extrême de la propriété, et de l'insuffisance des ressources du prolétariat, et en somme, comme le dit si bien M. Cauwès, « la difficulté de la vie, le désir du bien-être et du luxe » (1).

C'est à l'hygiéniste et au statisticien, qu'incombe la

(1) Cours d'*Economie Politique*, 3^{me} édition, Tome II, p. 36.

tâche difficile d'éclairer la voie au législateur, de lui montrer comment on peut réduire la mortalité, et comme nous venons de le dire, c'est à la première enfance qu'il faut d'abord songer, en la protégeant même « ante partum », avant l'accouchement.

Ainsi nous arrivons au suprême moyen à mettre en œuvre pour le sauvetage de la première enfance : c'est à savoir la protection de la maternité depuis la conception jusqu'au sevrage et même au delà. « Qui dit la femme dit l'enfant ; en chacune d'elles qu'on détruit, une famille est détruite, plusieurs enfants, et l'espoir des générations à venir » (1).

Dans ces conditions, et en s'occupant de la femme enceinte, on apporte au problème de l'augmentation de la natalité une contribution précieuse.

M. Paul Strauss l'a dit fort excellemment : « La protection des mères est la sauvegarde des nouveaux-nés et de l'enfant avant sa naissance ».

Dans un mémoire lu à l'Académie de Médecine, le 26 novembre 1895, le professeur Pinard a montré que le repos de la femme enceinte se traduit par une augmentation notable du poids des nouveaux-nés :

		POIDS MOYEN DE L'ENFANT
Pour 500 femmes ayant travaillé jusqu'à l'accouchement.....		3.010 gr.
» ayant séjourné au moins 10 jours au refuge		3.290 gr.
» ayant séjourné au moins 10 jours au dortoir.....		3.366 gr.

(1) Michelet, *La Femme*, 1859.

En 1898, le Docteur Bachimont donne les chiffres suivants :

Primipares ayant travaillé debout jusqu'à l'accouchement.....	2.931 gr.
» » » assises (travail pénible).....	2.950 gr.
Primipares ayant travaillé assises.....	3.097 gr.
» s'étant reposées 2 à 3 mois.	3.291 gr.
» » plus de 3 mois.	3.255 gr.

Pour les multipares, ces chiffres s'échelonnent semblablement de 3.416 gr. à 3.457.

Tous les travaux, comme ceux de Madame D.-Bernson, des Docteurs Letourneur et Cuny, démontrent la nécessité du repos pour la femme enceinte pendant les derniers mois de la grossesse.

C'est ce que la simple logique aurait dû établir depuis longtemps avec une énergique évidence ; le professeur Pinard s'écrie :

«... Je sais bien qu'il n'y a pas d'écoles de puériculture et qu'il y a des écoles d'agriculteurs... Est-ce que les éleveurs font travailler les juments qui vont être mères ? Pas du tout. Dans tous les pays d'élevage, vous voyez ces juments attachées à un piquet, paissant avec calme, dans la prairie, des fourrages abondants... Je lisais dans un travail fait par un vétérinaire, que dans les pays où les vaches travaillent, on les met au repos lorsqu'elles sont pleines, parce que, dit-il, d'une part les accidents sont fréquents, et d'autre part les veaux viennent souvent trop tôt » (1).

(1) Compte rendu du premier Congrès de la Mutualité Maternelle 1908, p. 77.

Le professeur Pinard n'admet pas que les pouvoirs publics s'y refusent sous le prétexte que « notre situation financière s'y oppose ». « Le moment, dit-il, ne tardera pas où l'on aura démontré qu'on ne prépare pas le salut de la patrie seulement en construisant des cuirassés, mais aussi et surtout en lui donnant des générations fortes... Je ne peux pas désespérer à une époque où, enfin, on vient de sanctifier le travail en créant cette belle loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards. Est-ce que l'assurance du lait maternel aux enfants n'est pas le corollaire de l'assurance du pain aux vieillards » (1).

§ 2. — MORTINATALITÉ

Un nombre considérable d'enfants succombent, avant de naître, par suite de maladie des parents (alcoolisme, tuberculose, syphilis, etc.), des mauvaises conditions d'hygiène où se trouvent les mères pendant leur grossesse, et des avortements spontanés ou volontaires.

La moyenne des mort-nés qui était, il y a dix ans, de 40.000, n'a guère diminué si l'on songe que la diminution constatée ces dernières années correspond à l'abaissement de la natalité générale (2).

ANNÉES	MORT - NÉS (en milliers)	NAISSANCES (en milliers)
1901	41	857
1902	40	845
1903	39	827
1904	39	818
1905	38	807
1906	37	807
1907	37	774
1908	37	792
1909	36	770
1910	36	774

(1) Compte rendu du premier Congrès de la *Mutualité Maternelle* 1908, p. 81.

(2) *Annuaire Statistique de la France*, 1910.

Il en est de même pour Paris (1) :

PARIS. — NOMBRE DES NAISSANCES

ANNÉES	V I V A N T S	MORT - NÉS	TOTAL
1899	54.884	5.214	60.098
1900	55.923	5.207	61.130
1901	56.569	5.098	61.667
1902	55.365	5.113	60.478
1903	54.155	4.988	59.143
1904	53.459	4.851	58.310
1905	51.096	4.697	55.793
1906	51.191	4.824	56.015
1907	50.811	4.677	55.488
1908	59.826	4.329	55.155
1909	48.908	4.276	53.184

Mais la statistique ne peut pas tenir compte de la mortalité ovulaire, embryonnaire et fœtale, dûe à l'avortement spontané, pathologique ou à l'avortement provoqué, thérapeutique ou criminel.

L'avortement pathologique paraît se produire environ une fois sur 5 ou 6 grossesses ; il faudrait donc compter, de ce chef, 100.000 à 150.000 avortements spontanés, d'où perte annuelle de 150.000 enfants au moins.

Les causes principales en sont : la syphilis, la tuberculose, les intoxications des parents.

Le Dr Fernet (2) attribue à la syphilis héréditaire 5 % des avortements, 15 à 20 % des décès de viabilité à la naissance, 10 % des décès de zéro à 2 ans.

Suivant le Dr Sicard de Plauzolles (3), 40 % des enfants nés de parents syphilitiques meurent dans les semaines qui suivent la naissance ; 20.000 enfants disparaissent

(1) *Annuaire statistique de la ville de Paris* 1909.

(2) Mortalité par syphilis, Académie de Médecine 24 Décembre 1907.

(3) La Maternité et la défense nationale 1909.

ainsi. D'autres sont tués à long terme par la syphilis héréditaire tardive.

Chez les tuberculeux, 30 % des enfants conçus meurent avant de naître ou dans la première année de la vie extra-utérine.

Parmi les intoxications qui ont des conséquences funestes sur la grossesse, il faut citer l'alcoolisme, le saturnisme, et l'intoxication produite par le tabac.

Pour l'alcoolisme, la mortalité augmente en raison directe de la consommation de l'alcool (1) :

PÉRIODES	Consom. d'alcool à 100 ° par habitant	Mortalité pour 100 naiss.
1841-45	1 litre 50	3.2
1858-62	2 27	4.4
1886-88	3 85	4.5

Le saturnisme a une très grande influence sur la grossesse.

Le plomb diffuse facilement à travers tout l'organisme du fœtus, où on l'a retrouvé dans le foie, le rein, le système nerveux, la peau.

Il provoque l'accouchement prématuré et de nombreux avortements. Tarnier et Budin rapportent le cas de 4 femmes, ayant eu au total 15 grossesses avec un seul enfant vivant, et celui de 5 femmes, ayant eu 36 grossesses dont 20 se sont terminées par des avortements.

D'après le Dr Fircks, 58 % des ouvrières du plomb avortent. Parmi ceux qui naissent, 78.5 % arrivent mort-nés, et des 21.5 nés vivants, 13 seulement atteignent deux ans.

Sur 79 enfants arrivés à terme de mères saturnines, 56 ont été malades et 28 ont succombé. (2)

(1) Dr Arrivé. L'influence de l'alcoolisme sur la dépopulation 1889.

(2) Drs Bar, Brindeau, Chambrelent. *La pratique de l'art des accouchements* 1907, t. 11, p. 32.

Le nombre des ouvrières qui peuvent être intoxiquées par le plomb est considérable (fleurs artificielles, jouets, industries textiles, lustrage et nettoyage des dentelles, crayons, etc...) En souffrent aussi les compositrices d'imprimerie.

Le mercure est également néfaste pour la grossesse. En Lithuanie, les femmes usent du mercure pour se faire avorter (1). Le nombre des mort-nés est considérable ; les enfants vivants sont frappés de faiblesse congénitale.

Nombre d'industries emploient le mercure : ce sont les fabriques de vert de Schweinfürt (arsenite de cuivre), de dentelles, de papier de couleurs, de fleurs artificielles, d'allumettes, amalgames, chapellerie : arsonnage, feutrage et foulage, dorures au feu, fabriques de lampes électriques, etc.

Le tabac a aussi des effets funestes ; c'est ce qu'ont démontré les expériences de Claude Bernard. Certains auteurs citent de nombreux exemples d'ouvrières des tabacs qui, désireuses d'avoir un enfant, quittent les manufactures. Les filles-mères, au contraire, entrent dans les manufactures lorsqu'elles s'aperçoivent de grossesses intempestives.

Sur cette question du tabac, il y a pourtant des divergences d'opinions entre les médecins ; cela s'explique par le travail même de la femme (2). On trouve la même divergence au sujet de l'action du tabac sur les nouveaux nés. Tarnier et Budin prétendent que ces enfants sont plus débiles et moins résistants. (3)

On peut citer encore parmi les intoxications nuisibles

(1) Dr Royer. *Protection de la mère dans l'industrie*. Thèse Paris 1903.

(2) Made Bernson. *Influence du travail industriel sur la grossesse*. Thèse Lille 1899.

(3) *Traité de l'art des accouchements*, Paris 1888.

à la grossesse l'intoxication par l'oxyde de carbone chez les cuisinières et chez les repasseuses, et l'intoxication par le phosphore et par le sulfure de carbone.

§ 3. — MORTALITÉ INFANTILE

Si nous examinons maintenant la mortalité infantile, nous voyons que de 1896 à 1900, il est mort, en France, par an, en moyenne, 134.434 enfants de zéro à un an (1).

Depuis 1900, cette mortalité est la suivante (2) :

ANNÉES	DÉCÈS DE 0 à 1 AN (en milliers)
1901	122
1902	114
1903	113
1904	118
1905	110
1906	116
1907	101
1908	101
1909	91
1910	86

Il ne faut pas oublier, ainsi que nous l'avons vu plus haut, que de son côté le chiffre des naissances a diminué durant ces dernières années.

Budin fait remarquer que c'est de 0 à 1 an, la période de la vie où l'on meurt le plus ; il n'y a qu'une période où l'on succombe davantage, c'est après 90 ans.

Les dernières statistiques nous permettent de faire des observations intéressantes (2).

(1) Budin. *Mortalité Infantile de zéro à un an*. Rapport à la Commission de la Dépopulation 1903.

(2) *Annuaire statistique de la France* 1909 et 1910.

Examinons d'abord la mortalité dans chaque groupe d'âge pour mille enfants observés :

PÉRIODES	1902	1903	1904	1905	1906	1907
0 à 4 jours..	3.72	3.71	3.68	3.73	3.64	2.28
5 à 9 jours..	1.69	1.63	1.64	1.72	1.64	1.65
10 à 14 jours..	1.47	1.46	1.51	1.49	1.51	1.46
15 à 29 jours..	1.00	0.99	1.07	0.99	1.04	1.04
30 à 90 jours..	0.50	0.53	0.55	0.52	0.55	0.50
91 à 180 jours..	0.31	0.32	0.35	0.32	0.35	0.31
181 à 364 jours..	0.21	0.21	0.23	0.21	0.23	0.19

Si on étudie ce tableau, on voit que la mortalité infantile sévit surtout durant les 4 premiers jours et en général pendant le premier mois.

C'est ce que constate M. Paul Strauss :

« Au cours de la période 1906-1909, sur 1301 enfants morts pendant la première année, 451 ont disparu pendant le premier mois.

« En 1910, 385 enfants sont morts pendant la première année:

« Si l'on établit un pourcentage, on voit que, pour la France, la proportion des décès pendant les quatre premières semaines a été de 34.66 p. 100 pendant la période 1906-1909 et de 35.17 dans l'année 1910 » (1).

Si l'on examine la nature des maladies des trois dernières années observées durant ce premier mois, on

(1) J. O., Sénat, séance du 8 Mars 1912.

trouve pour 100 décès dans chaque groupe d'âge le résultat suivant (1) :

1905	0 à 4 jours	5 à 9 jours	10 à 14 jours	15 à 29 jours
Diarrhée infantile	5.0	28.2	45.4	53.0
Pneumonie et bronchite.....	10.0	10.9	8.4	8.8
Débilité congéni- tale	70.0	32.7	26.4	19.3
Convulsions.....	10.0	7.8	6.2	6.8
Méningite.....			2.2	2.6
Rougeole.....				0.3
Coqueluche.....		1.6	0.4	0.5
Diphtérie.....				0.1
Mort violente....				0.3
Autres causes...	5.0	18.8	11.8	8.3

1906	0 à 4 jours	5 à 9 jours	10 à 14 jours	15 à 29 jours
Diarrhée infantile...	17.4	38.8	50.2	59.5
Pneumonie et Bronchite.....		4.9	6.1	5.9
Débilité congéniale.....	78.3	43.2	23.7	19.3
Convulsions.....		8.7	7.4	5.8
Méningite.....			0.8	2.6
Rougeole.....				
Coqueluche.....			0.4	0.2
Diphtérie.....			0.4	
Mort violente....				
Autres causes...	4.3	7.4	11	6.7

(1) *Annuaire statistique de la France*, 1909 et 1910.

1907	0 à 4 jours	5 à 9 jours	10 à 14 jours	15 à 29 jours
Diarrhée infantile	7.7	29.4	48.4	55.2
Pneumonie et Bronchite	15.4	11.5	7.7	7.9
Débilité congénitale	69.2	43.7	26.4	19.4
Convulsions	7.7	6.4	12.1	7.5
Méningite			0.5	2.2
Rougeole		1.3		
Diphthérie				0.1
Mort violente			0.5	
Autres causes		7.7	4.4	7.7

Les maladies dont il faut se préoccuper pendant cette première période sont donc :

- 1^o La diarrhée infantile ;
- 2^o La pneumonie et la bronchite ;
- 3^o La débilité congénitale.

Quelles en sont les causes ?

Pour les affections intestinales, telles que la diarrhée infantile et la gastro-entérite, Balestre et Giletta de Saint-Joseph (1) nous disent :

« Il est probable que la mortalité par diarrhée, en particulier, est plus faible dans les petites localités que dans les grands centres. Nous ferons remarquer que la vie simple des communes agricoles place l'enfant dans un contact plus continu avec la mère, que l'allaitement maternel est prolongé, l'allaitement artificiel moins pratiqué et toutes ces considérations font penser que nous avons bien raison d'incriminer la vie des villes, les tentations qu'elle offre et les manquements continus aux règles de l'hygiène qu'elle entraîne ».

(1) Etude sur la mortalité de la première enfance dans la population urbaine de la France de 1892 à 1897.

Ces considérations semblent exactes, si l'on considère qu'à Paris, en 1909, il y eut 4.721 décès de 0 à 1 an, dont 1.420 pour cause de diarrhée et d'entérite. Sur ces 1.420, 285 étaient nourris au sein, et 1.135 d'une autre manière.

Si la mortalité infantile est si considérable chez les enfants nourris artificiellement, et encore si importante chez les enfants élevés au sein, c'est que l'ignorance de la puériculture est pour ainsi dire absolue.

D'ailleurs Budin nous dit dans son Manuel pratique d'accouchement et d'allaitement :

« Cette mortalité n'est pas étonnante pour qui connaît l'ignorance des mères et des nourrices, les préjugés qui règnent chez elles, les conseils bizarres qu'elles reçoivent et qu'elles suivent ».

Le professeur Pinard ne disait-il pas le 14 mars 1910 ? « Pour que la mortalité infantile soit réduite au minimum, il suffit que les mères soient éclairées ». C'est dans cette idée d'ailleurs qu'il avait fait pendant l'année scolaire 1902-1903, des leçons de puériculture à l'école primaire de jeunes filles du boulevard Pereire à Paris.

La même ignorance est cause des décès dus à la pneumonie et à la bronchite :

« Dans les villes du Midi, disent Balestre et Giletta de Saint-Joseph, où l'on vit en plein air toute l'année, on voit souvent les enfants à demi nus ; n'est-ce pas une indication, et la mortalité par voies respiratoires n'est-elle pas due, en partie du moins, au défaut de soins ? Cette vue n'est-elle pas confirmée par l'expérience des médecins des grands hôpitaux d'enfants ? Cela est si vrai, qu'en juin, la mortalité par maladies des voies respiratoires est plus forte qu'en octobre ; on met aux enfants des vêtements plus chauds dès les premières fraîcheurs de l'automne, au lieu qu'au printemps, on tend, dans le Midi, à les découvrir trop vite, et on les fait surprendre par les brusques changements de température ».

De quelles causes relève la débilité congénitale ?

Les mêmes auteurs nous répondent : « Dans la grande majorité des cas des tares pathologiques des parents, de l'alcoolisme, de la syphilis, de la tuberculose, peut-être des intoxications anciennes par les maladies infectieuses, du surmenage des mères pendant la grossesse et de toutes les causes analogues. On n'est donc pas désarmé, si l'on veut en attaquer les causes ; quand elle se produit, on n'est pas désarmé encore. Tout récemment, M. le professeur Budin a montré ce qu'on pouvait obtenir avec de la surveillance des soins intelligents ; sous sa direction, à la clinique Tarnier, la mortalité des débiles a varié entre 13 et 2 % ».

Sur 1132 décès d'enfants de zéro à un an qui se sont produits à Paris en 1909, 838 étaient nourris au sein et 223 artificiellement.

Sur 345 décès qui ont eu lieu à Baudelocque, de 1901 à 1908, 273 cas sont dus à la débilité congénitale dont 261 nés avant terme. Sur ce dernier chiffre on a constaté que 115 femmes avaient travaillé durant la durée de leur grossesse (1).

Que le surmenage soit cause de la débilité de l'enfant, cela ne fait aucun doute pour le Dr Jacques Bertillon (2) et le Dr Bachimont. Nous l'avons vu en comparant le poids des enfants, dont les mères ont travaillé jusqu'à la fin de la grossesse, avec le poids de ceux dont les mères se sont reposées. D'un autre côté, le surmenage abrège la durée de la grossesse au grand détriment de l'enfant.

(1) J. Boube. *De la mortalité infantile dans les dix premiers jours de la vie*. Thèse, Paris 1909.

(2) Dr J. Bertillon. *La dépopulation de la France* 1911, p. 97.

§ 4. — REMÈDES

Nous venons de voir quels sont les ravages de la mortinatalité, de la mortalité infantile.

Nous avons dit quelles en sont les principales causes. Il nous serait plus difficile d'indiquer, de façon précise, les moyens pratiques de supprimer ces causes, de façon à faire diminuer les progrès de ce déchet social.

Nous avons dit comment la syphilis, la tuberculose, les intoxications des parents sont les principaux facteurs de l'avortement comme aussi de la mortinatalité et de la mortalité infantile.

Comment protéger la femme, la mère, contre la syphilis, contre la tuberculose du mari, lorsque celui-ci n'a rien avoué ? On a proposé bien des expédients, mais aucun moyen vraiment pratique. C'est un aléa formidable contre lequel il est impossible de garantir la femme.

Des philanthropes aux nobles conceptions ont, par exemple, rêvé la suppression de la syphilis par l'abolition de la prostitution : mais ils ont été obligés de reconnaître que pour abolir la prostitution, il faudrait abolir la misère, ce qui est une utopie. Encore serait-ce suffisant ?

Contre les intoxications professionnelles, il y a quelques remèdes d'une efficacité relative. C'est ainsi que poursuivie impitoyablement par des hommes de cœur, la céruse a été rejetée, on peut l'espérer, sans retour. Dans tous les cas, les gynécologues les plus autorisés préconisent l'éloignement de la femme de son métier pendant la deuxième moitié de la grossesse.

Devant la grandeur du mal que nous venons d'examiner, la nécessité d'une protection de la maternité s'impose. Elle est d'autant plus urgente que le chiffre des femmes

vivants de leur travail augmente chaque jour. C'est ce que montre le tableau suivant (1) :

DÉSIGNATION	1866	1906
Agriculture	1.874.915	3.330.011
Industrie	1.304.254	2.518.402
Commerce	241.680	779.164
Professions libérales et emplois publics	164.572	293.100
Domestiques	1.047.176	772.735
	4.632.597	7.693.412

1. — *Repos avant les couches et durée.* — De tous temps, on a prescrit le repos pour la mère. On voit, dès 1259, Saint Louis ordonner à certaines corporations de traiter lors de leur grossesse les femmes qu'elles employaient « en très grande douceur et repos ». De même, Jean-Jacques Rousseau dans son *Traité de l'Education*.

C'est que de tous temps, les médecins, les accoucheurs et les hygiénistes ont insisté sur les ménagements que réclame la grossesse.

Le 11 novembre 1890, Madame Béquet de Vienne, s'exprimait ainsi (2) :

« La femme, dans le prolétariat, travaille autant que l'homme. Comme lui, elle lutte pour l'existence et avec tous les désavantages, puisque à labeur égal et égal mérite elle reçoit un salaire infime, souvent insuffisant pour vivre seule et s'entretenir elle-même. Les travaux les plus dangereux ne lui sont pas épargnés. On l'occupe dans les fabriques et les manufactures à de rudes besognes ou bien encore on l'utilise dans des industries insalubres. A la campagne, elle cultive la terre ; souvent

(1) *J. O.*, Documents parlementaires. Chambre 1910. Annexe 214. Rapport de MM. Louis Marin et Betoulle.

(2) Compte rendu de l'*Œuvre de l'Allaitement Maternel*, 1890.

elle conduit la charrue. A la ville, elle passe les nuits, use ses yeux sur des travaux de couture dérisoirement rétribués. De plus elle veille aux soins de la maison et va au lavoir.

« Là où l'homme trouve quelque temps de repos, la femme ne s'arrête pas. Et ces conditions, si dures déjà en temps ordinaire, deviennent épouvantables pour la femme lorsqu'elle est enceinte ; car la pauvre ne peut songer à prendre du repos quand elle se sent fatiguée ou que les symptômes de la grossesse se montrent parfois brutaux au point de la rendre malade. Quand même, il faut travailler, travailler sans trêve ni merci. Combien voit-on de ces malheureuses que les premières douleurs prennent au lavoir ou à l'usine, où elles ont dû se rendre malgré le terme avancé de leur grossesse. »

Dernièrement, on a pu se rendre compte des dangers de la prolongation excessive du travail industriel durant la période ultime de la grossesse. Nous en avons vu les effets sur la mortalité, mais au point de vue de la grossesse elle-même, des statistiques du professeur Pinard, il résulte que sur 1.000 femmes s'étant reposées pendant la gestation, 660 ont mené leur grossesse à 280 jours et plus, tandis que sur 1.000 autres femmes n'ayant pas eu de repos, 482 seulement ont conduit aussi loin leur grossesse.

Le repos pendant la grossesse est donc nécessaire : mais quelle sera sa durée ?

Les gynécologues ont sur ce point des opinions différentes. Les D^{rs} Letourneur et Cury prouvent la nécessité du repos pour la femme enceinte pendant les trois derniers mois de la grossesse.

C'était aussi l'avis du professeur Pinard au Congrès international et de démographie de 1900.

Le Congrès de gynécologie de Nantes a exprimé le vœu,

en septembre 1901, que toute femme enceinte soit assistée pendant les trois derniers mois de sa grossesse.

Madame D. Bernson conclut que toute femme enceinte doit être éloignée de ses occupations industrielles deux à trois mois avant ses couches.

Pour les D^{rs} Bonnaire, Bachimont et Thiroux le repos doit être de deux mois. C'est ce terme qui fut adopté par l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs, le 29 janvier 1903. Le Congrès national d'hygiène, tenu à Lyon en 1894, s'était également arrêté à cette période.

La commission médicale du Congrès des mutualités maternelles, réuni à Paris en novembre 1908, adopta la résolution suivante : « Le terme de sept mois révolus est la limite à partir de laquelle la cessation du travail devient nécessaire ; cette limite doit être avancée lorsqu'il est médicalement établi que la continuité du travail est dangereuse pour la mère et pour l'enfant ».

Le Dr Queyrel, au Congrès national d'assistance de Reims (avril 1908), était arrivé à des conclusions identiques.

La majorité des auteurs s'arrête à cette période.

2. — *Repos après les couches et durée.* — La nécessité du repos pour la femme accouchée n'est presque plus contestée. L'accouchement retentit sur la santé générale de la mère. Selon la majorité des médecins, elle devrait garder le lit et la position horizontale quinze et même vingt jours.

Suivant le Dr Pozzi (1), normalement la femme ne doit reprendre son travail que cinq ou six semaines après son accouchement, alors que l'utérus est revenu sur lui-

(1) Manuel pratique et théorique d'accouchement, p. 189.

même : quant aux exercices fatigants, ils ne doivent être repris que trois mois après l'accouchement.

La Conférence de Berlin de 1890 émit le vœu « que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leur accouchement ».

La Société d'Obstétrique a adopté, dans sa séance du 3 avril 1891, la conclusion suivante : « La Société obstétricale déclare, à l'unanimité, qu'il est dangereux pour une femme de reprendre son travail avant un délai minimum de quatre semaines après l'accouchement. »

Madame D. Bernson était d'avis que deux mois de repos sont nécessaires. (1)

Le Dr Napias a constaté que, dans les hôpitaux de Paris et des grandes villes, les trois cinquièmes de l'ensemble des sorties se font du septième au onzième jour. Ces sorties prématurées ont lieu dans les villes industrielles et principalement pour les filles-mères. (2)

En 1890, le professeur Pinard s'exprimait ainsi dans sa communication à la Société d'hygiène professionnelle et de médecine publique :

« Sur 495 femmes accouchées dans mon service, presque toutes l'ont quitté avant le douzième jour et cependant je n'en ai renvoyé aucune. Malgré tout, elles ont voulu partir. J'ai demandé à toutes ces femmes pourquoi elles partaient ; certainement je n'ai pas toujours su la vérité, mais on m'accordera bien que sur ces 495 réponses, toutes ne sont pas fausses et que beaucoup de ces femmes n'avaient pas intérêt à mentir. Or 130 sont sorties pour reprendre leur travail, 41 par crainte de perdre leur

(1) Nécessité d'une loi protectrice pour la femme ouvrière avant et après ses couches. Thèse Lille 1899.

(2) Communication à la Société d'Hygiène professionnelle et de médecine publique annexée au rapport de M. Dron. Loi de 1892 sur le travail des femmes.

place et 89 pour payer le mois de nourrice de leur enfant ; 101 pour aller reprendre et soigner leurs enfants, ces derniers étaient en garde, ou soignés par le mari ; 9 pour reprendre leur enfant, 26 pour aller au Vésinet. Enlevez à ces femmes la préoccupation du lendemain, bien plus encore pour leur enfant que pour elles-mêmes et alors seulement elles resteront, après leur accouchement, le temps nécessaire à leur complet rétablissement. »

Les femmes se reposent généralement neuf jours, et si elles sont chargées de famille elles retournent à leur travail. Il leur faut vivre.

Le repos après les couches n'est pas seulement utile à la santé de la mère, mais encore à la santé de l'enfant. Il permet à la mère de l'allaiter et d'éviter ces causes de mort que nous avons relevées plus haut : diarrhée infantile, gastro-entérite, dues en général à l'allaitement artificiel.

L'allaitement maternel doit être considéré comme une loi naturelle qui s'impose. Chez les barbares, selon Tacite, l'allaitement maternel était en honneur. Mahomet prescrit aux mères d'allaiter leur enfant pendant deux ans.

Plus près de nous, Théophile Roussel, dans un rapport du 3 juin 1874, au nom de la commission chargée d'étudier le projet de loi voté plus tard, disait : « Tout ce qui éloigne l'enfant de la mère le met en état de souffrance et de danger de mort. »

Le professeur Pinard nous dit que « le droit de l'enfant à la mère est sacré ». Rien ne peut la remplacer.

Enfin la mère elle-même en faisant « l'apprentissage de la maternité puisera dans son affection assez de force pour résister à toutes les tentations mauvaises ». (1)

(1) *J. O. Documents parlementaires, Sénat 1899. Annexe n° 235.*

CHAPITRE II

COMMENT il est POURVU ACTUELLEMENT à la PROTECTION de la MATERNITÉ

I

Section I. — L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Nous ne saurions entreprendre ici l'histoire de l'Assistance Publique ; aussi bien son fonctionnement ne nous intéresse qu'en ce qui concerne ceux des services qui touchent à la Maternité dont nous nous occupons.

Encore sera-ce pour constater leur insuffisance, qui est absolue en province, qui est encore déplorable à Paris.

En 1891, le Dr Drouineau écrivait, dans son rapport au Ministère de l'Intérieur : « Sur 16 départements, 2 n'avaient pas de lit hospitalier pour le service des accouchements ; 9 en avaient moins de 20 ; 5 seulement en avaient plus de 20, parmi lesquels la Gironde et la ville de Bordeaux. Dans ces 16 départements représentant une natalité de 153.479 enfants légitimes et de 10.539 illégitimes, il y avait 396 lits affectés aux femmes enceintes et il s'y pratiquait seulement 2.000 accouchements ». Et depuis vingt ans la situation ne paraît pas s'être sensiblement modifiée en province.

§ I. — AVANT L'ACCOUCHEMENT

Au point de vue des femmes enceintes avant l'accouchement, aucun secours n'est officiellement prévu. Des dortoirs sont annexés à la plupart des maternités : mais dans ces dortoirs, on ne reçoit que les femmes dont l'état nécessite l'hospitalisation. Certains hôpitaux admettent des expectantes qui sont employées à la lingerie. Pour les autres, des refuges ont été créés, mais ils n'admettent les femmes qu'à une époque avancée de leur grossesse.

L'Asile George Sand, qui a 96 lits et 20 berceaux, reçoit toute femme avec ses enfants pour la nuit et la journée : si la femme est enceinte, elle peut, à la rigueur y demeurer trois jours.

L'Asile Pauline Rolland a 175 lits et 40 berceaux ; il y a des lits réservés pour les femmes enceintes. En 1876, le Conseil général émettait le vœu qu'un asile-dortoir fut institué par la municipalité parisienne : celle-ci décida, en mai 1890, la création de cet asile. Ce ne fut toutefois, que le 21 décembre 1893, que fut ouvert l'Asile Michelet, rue de Tolbiac, qui dépend de la Préfecture de la Seine.

Il contient aujourd'hui 200 lits, et reçoit les femmes françaises arrivées à sept mois et demi de leur grossesse. Elles ne sont pas obligées de fournir leur état-civil. L'admission consiste dans un examen dans le but de reconnaître l'état d'avancement de la grossesse, et dans l'obligation de prendre un bain, de changer de vêtements.

Elles sont employées à de petits travaux faciles et peu fatigants : le ménage et l'entretien des salles. Elles ne sont astreintes à aucun travail régulier.

Elles peuvent s'occuper à la confection d'une layette, réparer leurs effets personnels, ou bien travailler à la lingerie, travail qui leur est rétribué.

Elles sont surveillées médicalement et soumises à l'hygiène qu'exige leur état.

Quand elles ont séjourné quelque temps à l'asile et qu'elles sont transportées dans les hôpitaux où doit avoir lieu leur accouchement, elles se trouvent dans les conditions les plus favorables à tous égards.

L'Asile Michelet a coûté 600.000 fr. ; il a un budget de plus de 100.000 fr. par an.

Le prix de-revient total de la journée ressort à 1 fr. 89, chiffre bien inférieur au prix de revient d'une hospitalisation dans un service médical.

Comme l'a fort justement défini M. Strauss, le refuge-ouvroir, dont l'Asile Michelet peut être considéré comme le modèle, est à la fois un refuge, un foyer réconfortant et un sanatorium de grossesse, un précieux instrument de puériculture ; il est donc triplement utile, au point de vue de l'hygiène physique et morale de la mère et de la protection.

Nous verrons plus loin ce que l'initiative privée a créé dans ce genre. Il nous faut tout d'abord examiner ce que l'Assistance Publique peut faire pour la femme enceinte avant ses couches.

C'est malheureusement bien peu de chose, car les seuls secours qui sont distribués à Paris par les bureaux de bienfaisance ne sont que de 15 à 25 francs par mois pendant seulement les deux derniers mois de la grossesse. Or pour que l'ouvrière se décide à s'adresser au bureau de bienfaisance, il faut qu'elle soit arrivée aux dernières limites de la misère et de la dépression morale.

C'est seulement par les inspections à domicile que l'on pourrait apporter un correctif à cette répulsion, et malheureusement ces sortes de visites ne sont pas organisées dans les bureaux de bienfaisance. De sorte que l'ouvrière, quand elle n'y est pas contrainte par une

réglementation bienfaisante, travaille jusqu'au dernier moment, jusqu'à l'épuisement de ses forces et de ses ressources.

§ 2. — PENDANT L'ACCOUCHEMENT

Lorsqu'arrive le moment de l'accouchement, le rôle de l'Assistance Publique devient plus efficace. C'est elle, à Paris, et dans la banlieue qui, généralement, transporte les parturientes dans les maternités.

Il faut reconnaître que de grands efforts ont été faits depuis quelques années pour l'amélioration et pour la création des moyens de transport. Mais comme précédemment, il n'y avait rien, ce qui existe actuellement est encore bien insuffisant. Les quatre stations d'ambulance, rue Falguière, rue de Chaligny, rue Caulaincourt et rue Bichat, ne peuvent fournir assez de véhicules, et on en est le plus souvent réduit à mettre la femme enceinte dans le premier fiacre venu, pour la transporter dans une maternité.

Au point de vue administratif, le régime de la loi du 10 janvier 1849, qui comprend les femmes enceintes parmi les femmes pouvant être admises dans les hôpitaux, est toujours en vigueur. Cette loi stipule même que faute d'emplacement convenable dans les hôpitaux, les galeux, les teigneux, les femmes enceintes peuvent être traitées dans les hospices...

Bien que l'accouchement soit un acte physiologique naturel, il nécessite cependant une assistance sérieuse, si l'on ne veut pas courir le risque d'exposer la vie de la mère et de l'enfant. La femme, arrivée près du terme de la grossesse, souvent sans foyer, parfois même sans logis, est dans des conditions absolument insuffisantes d'hygiène et de bien-être matériel pour recevoir chez elle les soins que réclame son état.

En quittant son domicile, la femme est reçue et soignée à l'hôpital, d'où elle sortira physiquement guérie, plus

capable de résister aux misères à venir. Quant à la femme mariée et abandonnée, veuve, ou bien avec un mari malade, et quelquefois chargée de famille, sa place dans une maternité est toute indiquée.

Il en est de même pour les femmes mariées dont l'accouchement ne semble pas devoir s'effectuer normalement.

L'heure des couches étant arrivée, l'Assistance Publique intervient soit par des secours à domicile, soit par l'hospitalisation dans ses maternités.

Quoique la Maternité de Paris ait été fondée en 1794 par un décret de la Convention, ce n'est que près d'un siècle plus tard que la loi du 15 juillet 1893 a institué l'Assistance médicale gratuite.

Avant cette loi, l'assistance à domicile des femmes en couches était abandonnée à la générosité des bureaux de bienfaisance, c'est dire, que sauf de très rares exceptions, cette assistance n'existait pas. Les localités possédant des bureaux de bienfaisance étaient peu nombreuses, et les secours que distribuaient ces bureaux étaient au-dessous des nécessités : ils avaient en général la forme de bons de cinq ou de dix francs et c'est avec cette modique somme que l'on devait rémunérer la sage-femme et le pharmacien. Les nouvelles accouchées, voyant le pain manquer à la maison, se relevaient le plus tôt possible pour reprendre leur travail ; de ce fait, les suites fécondes en accidents étaient nombreuses parmi les femmes pauvres.

Ce fut donc un grand progrès, que réalisa cette loi, en rendant obligatoire l'assistance médicale des femmes en couches.

L'article 1^{er} déclare :

Tout français malade privé de ressources reçoit gratuitement de la commune, du département ou de l'Etat,

suivant son domicile de secours, l'assistance médicale à domicile, ou, s'il y a impossibilité de le soigner utilement à domicile, dans un établissement hospitalier. « Les femmes en couches sont assimilées à des malades. »

Le commentaire de cet article nous est fourni par le Bulletin du Ministère de l'Intérieur de 1894 : « On entend par femmes nécessiteuses, non seulement celles qui sont inscrites sur la liste des indigents de la commune, mais encore celles qui n'étant pas nécessiteuses en temps ordinaire, le deviennent temporairement par le fait de leur accouchement ».

La commune est comme le pivot de l'assistance ; ce n'est qu'à son défaut, que le département en est chargé. Si la malade n'a domicile ni dans l'une ni dans l'autre, c'est à l'Etat que ce soin incombe.

La loi de 1893 reproduit les règles posées par le Conseil Supérieur : « L'assistance publique est une œuvre de solidarité nationale. Elle doit s'exercer non seulement de la société à l'individu, mais de groupe à groupe, les communes riches venant au secours des communes pauvres, les départements riches venant au secours des départements pauvres. La proportionnalité et non la fixité, doit en conséquence être la règle des subventions soit des départements soit de l'Etat. »

La loi de 1893 apparaît comme une sorte de solide armature, de construction savante, destinée à recevoir et à encadrer une bonne organisation de l'assistance publique, à englober en les étayant, toutes les autres œuvres d'assistance publique créées ou à créer.

Quant aux femmes nécessiteuses en couches, elle ne leur donne que les soins médicaux et rien de plus, c'est-à-dire les honoraires des médecins, chirurgiens et sages-femmes, plus les médicaments et appareils.

Le professeur Pinard ne manqua pas de faire ressortir

éloquemment que le complément indispensable, le secours en argent, fait totalement défaut :

« La plus grande lacune n'est pas comblée, écrit-il dans la préface de la *Puériculture* du Dr Pecker,l'assistance médicale près de chaque parturiente. Cela peut paraître suffisant en théorie, mais cela est absolument insuffisant en pratique. L'accouchement est une fonction qui ne réclame le plus souvent que le secours de l'hygiène. Or, que peuvent faire médecin et sage-femme, en dehors des cas exceptionnels où l'intervention scientifique est nécessaire, près d'une parturiente dénuée de tout ? Leurs sentiments généreux, leur bonne volonté, leur dévouement seront frappés de stérilité, par la pénurie absolue des moyens matériels, les empêchant d'appliquer les connaissances acquises ».

C'est la critique formelle de la loi de 1893, et de son insuffisance, en ce qui concerne la protection de la maternité.

Si nous franchissons le seuil des maternités, nous nous dispenserons de jeter un coup d'œil en arrière sur le temps encore peu éloigné où c'étaient de véritables asiles de mort : nous constaterons seulement, pour limiter notre enquête, que les maternités de Paris ont été réorganisées depuis quelques années.

La Maternité a actuellement 393 lits, Tarnier 212, Baudelocque 188, Beaujon 75, Saint-Antoine 65, Lariboisière 62, Tenon 63, Saint-Louis 50, Boucicaut 32, la Pitié 21. Il n'existe pas de circonscriptions et les malades peuvent être admises indistinctement dans l'une quelconque de ces maternités. Le nombre des lits est souvent insuffisant, et les différents quartiers de Paris sont inégalement traités. Certaines de ces maternités sont incomplètement outillées, et ont un personnel trop restreint.

§ 3. — APRÈS L'ACCOUCHEMENT

Les femmes accouchées sortent d'ordinaire des maternités vers le neuvième jour. En province, elles peuvent y faire un séjour plus prolongé. Mais partout et la plupart du temps, les départs prématurés sont du fait des intéressées elles-mêmes.

A Paris, les directeurs peuvent leur remettre un léger secours, une quinzaine de francs, et des objets de layettes.

Elles peuvent être admises à l'Asile Ledru-Rollin, à Fontenay-aux-Roses, où elles peuvent se reposer une quinzaine de jours et même plus.

Cet asile, très bien situé, a été ouvert le 10 juillet 1890, dans la maison de campagne léguée à cet effet par Marc Ledru-Rollin ; il fonctionne depuis le 4 août 1892 et dépend de la Préfecture de la Seine. Deux fois par semaine, une voiture d'aspect fort modeste vient prendre les accouchées dans les maternités pour les y conduire.

L'asile possède 50 lits et autant de berceaux, mais, la plupart du temps, il y a des vides, car les convalescentes restent à peine quinze jours, ne pouvant ou ne voulant pas se soumettre à la discipline sévère qui règle la nourriture et les soins à donner aux enfants, et qui leur impose à elles-mêmes des prescriptions trop étroites, comme celle de ne pas se coucher dans la journée.

Cet asile n'en rend pas moins de grands services : en 1908, il a reçu 629 femmes avec 536 enfants.

L'Asile national du Vésinet admet également des nouvelles accouchées qui peuvent y séjourner 21 jours, dans les mêmes conditions qu'à Ledru-Rollin, sauf les rigueurs du règlement.

Il a été fondé par décret du 8 mars 1855, et affecté aux femmes convalescentes par un autre décret, du 28 août 1859.

Là se borne le rôle de l'assistance administrative pour le secours des mères ; elle n'assure, à domicile, aux femmes en couches que les soins médicaux. Quant au repos avant et après l'accouchement, il n'y a rien de plus que ce que nous venons de dire. Pour les accouchées à domicile, il n'y a que les secours accordés par les bureaux de bienfaisance : ils sont infimes et absolument insuffisants.

Section II. — L'INITIATIVE PRIVÉE

C'est du côté des œuvres créées par l'initiative privée qu'il faut se tourner pour trouver une organisation peut-être moins coordonnée, mais du moins plus efficace, car elle puise ses ressources dans l'inépuisable charité des gens de bien.

§ I. — LES MUTUALITÉS MATERNELLES

En tête de ces institutions philanthropiques, nous placerons la Mutualité Maternelle, dont le rôle social semble grandir tous les jours à tel point, que les pouvoirs publics paraissent se préoccuper d'établir entre elle et l'Etat un lien, un concours d'efforts qui pourraient annoncer l'avènement d'un régime nouveau.

Entre tous les moyens qui ont été mis en œuvre jusqu'ici, dans le corps social, pour la protection efficace de la maternité en vue de la diminution de la mortalité infantile et aussi dans le but d'améliorer la race, les mutualités maternelles ont paru à beaucoup de bons esprits offrir la solution la plus efficace d'une partie du problème. Ces institutions, en effet, ont organisé le repos obligatoire d'un mois, avec indemnité, la visite des inspectrices chez les femmes enceintes et les mères, les consultations de nourrissons. Elles ont, en outre, le

mérite appréciable de faire appel à l'idée de prévoyance, en même temps qu'elles secourent toutes les infortunes.

Nous verrons toutefois qu'elles laissent encore la voie ouverte à des critiques et que leur action ne saurait s'étendre aussi complètement qu'il serait désirable.

Nous dirons un peu plus loin ce que la charité privée a créé pour améliorer la situation des mères et des nourrissons, ce que la ville de Paris, ce que l'industrie et les grandes compagnies ont fait, ce que le législateur a ébauché.

Rappelons seulement ici qu'au congrès de Berlin, en 1890, Jules Simon faisait adopter par quinze nations cette proposition : « Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leurs couches. »

Depuis cette époque, tous les Etats européens, sauf la France, la Russie, la Turquie, ont inscrit dans leurs lois le repos obligatoire.

En France, l'idée des mutualités maternelles se fit jour en 1891, sous l'influence d'une conférence de Jules Simon.

Elle n'était pas absolument nouvelle, car, en 1866, Jean Dollfus avait fondé, à Mulhouse, l'Association des femmes en couches entre les ouvrières des six grandes maisons du pays. Cette association subsiste, mais elle ne s'est pas développée, la loi allemande accordant l'indemnité à la femme en couches.

La Mutualité Maternelle de Paris fut fondée en 1891, par MM. Poussineau et Brylinski avec le concours des Chambres syndicales de la Couture, de la Broderie et de la Passementerie, à la suite de la conférence précitée de Jules Simon.

M. Ruau, alors ministre de l'agriculture a spirituellement raconté cette fondation dans le discours qu'il prononçait quatorze ans après, le 8 avril 1905, à une

assemblée générale de la Mutualité Maternelle ; il avait donné à son récit la forme d'un conte qu'il intitulait le « Couturier philosophe. »

« Après avoir assisté pendant quelques heures à une conférence, où avaient pris tour à tour la parole des hommes considérables de ce temps, Léon Say, le spirituel économiste, Jules Simon à la fois tendre observateur et philosophe humanitaire, un apôtre pour la défense de la femme et de l'enfant, Waldeck-Rousseau, l'éminent homme d'Etat, M. Poussineau rencontra son ami M. Brylinski. Encore tout vibrant des paroles qu'il venait d'entendre, des discours qui exaltaient la solidarité et vantaient l'action des syndicats, M. Poussineau tint à peu près ce langage à son interlocuteur : — Nous avons organisé récemment une fête de bienfaisance au bénéfice de notre personnel ouvrier ; nous en avons réservé les profits pour quelque bonne œuvre. Jules Simon nous a exposé éloquemment ses idées sur la protection de la mère et de l'enfant dans les jours qui suivent les couches. Que penseriez-vous de la mise en œuvre immédiate de sa pensée dans nos ateliers de modes ? — M. Brylinski, gagné immédiatement à cette cause, accepta le fardeau de l'entreprise ; quelques cœurs généreux firent le reste... »

Fondée sous le haut patronage de Madame Carnot, la Mutualité Maternelle reçut la consécration ministérielle par un arrêté du 21 février 1892.

M. Poussineau la définit : « l'Association mutuelle des mères pauvres et riches ayant pour but de donner aux sociétaires, lorsqu'elles seront en couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir de travailler pendant quatre semaines, et pour leur permettre de se soigner et de donner à leur enfant les soins qu'il réclame pendant les premières semaines qui suivent la naissance ».

L'ouvrière doit pour cela s'engager librement au repos de quatre semaines, et consentir à un versement de trois

francs par an, permettant de ne pas assimiler les bienfaits de l'œuvre à une aumône, et consacrant, en même temps que le principe du moindre effort personnel, celui de la solidarité sur laquelle repose toute œuvre de mutualité. Moyennant ces engagements, l'œuvre remet à chaque participante au moment de son accouchement une somme de quarante-huit francs, répartie en quatre versements hebdomadaires, plus une prime de dix francs lorsque la mère nourrit elle-même son enfant.

Tout d'abord réservée aux ouvrières des trois chambres syndicales créatrices, la Mutualité Maternelle, sous la poussée d'un effort spontané a, dès janvier 1904, étendu son action à l'ensemble des ouvrières et employées du département de la Seine, sans distinction de profession.

Le nombre des sociétaires qui jusqu'à cette innovation, était de 1.700, est aussitôt monté à 10.000 ; et, chaque jour depuis, manifeste un accroissement nouveau.

La Mutualité Maternelle a, depuis sa création (février 1892 jusqu'au 31 décembre 1911), indemnisé 21.818 mères, auxquelles il a été versé 951.299 fr. 85 ; il a été distribué, en outre, comme dons en nature, plus de 350.000 fr. ; en un mot, elle a fait face à 1.276.200 francs de dépenses.

En 1911, elle comptait 24.784 membres participants et honoraires, et elle a indemnisé 2.520 mères ayant eu 2.546 enfants, et donné 3.459 consultations.

Dans le début, elle avait résolu de borner son action à l'indemnité des quatre semaines après l'accouchement. Mais très vite, elle se heurta à tant de détresses qu'elle n'hésita pas à sortir du cadre de ses statuts pour soulager par tous les moyens dont elle pouvait disposer, les misères qui se révélaient à elle.

C'est alors que furent créées dans tous les arrondissements de Paris, dans toutes les banlieues de la Seine, des sections, en joignant à chacune d'elles des consul-

tations de nourrissons, dont la création est due au regretté Dr Budin.

La Mutualité Maternelle organisait en même temps la collaboration effective des femmes du monde, de ces inspectrices si indispensables à toute œuvre de ce genre.

Chaque sociétaire a droit pendant quatre semaines, à dater du jour de l'accouchement, à une indemnité de 12 francs par semaine, à condition qu'elle soit inscrite depuis neuf mois au moins et qu'elle s'abstienne de tout travail pendant ces quatre semaines. Cette indemnité est payée alors même que l'enfant viendrait à mourir avant l'expiration des quatre semaines.

L'indemnité peut être prolongée pendant une ou deux semaines sur la demande de l'accouchée et sur attestation de l'un des médecins de la mutualité, motivant l'impossibilité de reprendre le travail.

Une prime de dix francs est accordée à toute mère qui allaite son enfant.

Les soins médicaux sont assurés, non seulement à l'enfant, mais aussi à la mère avant et après l'accouchement. Un dispensaire gratuit et les médicaments, également gratuits, sont pour cela à la disposition des sociétaires.

La société a pu constituer un fonds de secours qui lui permet d'accorder une indemnité réduite aux ouvrières qui, par ignorance ou par imprévoyance, ne se sont pas fait inscrire, en temps voulu, pour avoir droit à l'indemnité statutaire. On les dénomme « extra-statutaires ».

Sur l'initiative de MM. Henri Galli et Dausset, le Conseil Municipal de Paris vient de décider, après accord avec la Mutualité Maternelle, qu'à partir du 1^{er} janvier 1913, il prendrait à sa charge l'indemnité extra-statutaire pour toute femme qui viendra s'inscrire dans les conditions qui viennent d'être dites. Les enquêtes seront effectuées

par les soins de la Mutualité Maternelle, et en cas d'appel par l'administration.

Toute femme enceinte domiciliée à Paris depuis deux ans au moins, et dont le ménage ne dispose pas de plus de 1.800 fr. par an, bénéficiera de la Mutualité Maternelle comme extra-statutaire. Il en sera de même pour toute femme enceinte dont le mari accomplit son service militaire.

La ville de Paris versera à la Mutualité Maternelle une somme de 20 francs sur les 25 francs accordés aux extra-statutaires, à la condition que les mères nourrissent leur enfant ; sinon l'indemnité n'est que de 15 francs.

L'œuvre est ainsi en mesure d'assurer ses bienfaits à plus de 10.000 mères au lieu de 3.000.

Cette initiative de MM. Galli et Dausset peut avoir des conséquences considérables, notamment en servant d'exemple aux municipalités de province.

Le fonctionnement de la Mutualité Maternelle est fort simple : dès qu'une sociétaire vient d'accoucher et qu'elle a prévenu la société, une inspectrice se rend immédiatement à son domicile pour lui porter sa première semaine d'indemnité. Cette inspectrice fait de sa visite un rapport détaillé. La seconde et la troisième indemnité hebdomadaire sont également portées à domicile et l'inspectrice peut ainsi s'assurer que l'ouvrière n'est pas retournée au travail. La participante, sauf le cas de maladie, vient toucher elle-même sa quatrième semaine au siège social, où se trouve le dispensaire ; elle y touche également sa prime d'allaitement.

Ce n'est pas tout : par l'intermédiaire de ses collaboratrices, la société assure à la mère et à l'enfant quantité de ressources diverses : prêt de linge, garde pendant les couches, aliment à la mère épuisée, bons de lait, surveillance de l'enfant jusqu'au sevrage, prêts gratuits,

colonies de vacances, caisse de loyer, etc., en un mot tout ce qui contribue à soulager la misère, et tout ce qui épargne à la femme les terribles angoisses d'une maternité sans douceurs et sans joie.

Plusieurs œuvres assurent leur concours à la Mutualité Maternelle, notamment : *l'Œuvre sociale du Bon Lait*, *l'Allaitement maternel*, *l'Abri*, *la Ligue des mères de familles*, *la Pouponnière*, *les Cantines maternelles*, *la Société des infirmières mutualistes*, etc., etc...

Depuis cinq ans, l'attention des administrateurs de la Mutualité Maternelle s'est portée sur la situation souvent navrante des jeunes femmes dont le mari est incorporé au régiment pour deux ans. Elle a fait appel aux femmes d'officiers, et cela n'a pas été en vain.

Des sections militaires ont été fondées dans huit régiments de Paris, et à cet exemple, des sections semblables se sont organisées dans les Mutualités Maternelles de province : à Lyon, Nîmes, Nantes, Vienne (Isère), Marseille et Saint-Quentin, d'autres sont en formation.

Grâce à l'intervention de M. Engerand, 100.000 francs ont été votés, au dernier budget, pour subventionner ces *mutualités maternelles militaires*. Nous citerons comme type de ces mutualités maternelles, celle de Saint-Quentin.

Cette œuvre, présidée avec un dévouement sincère par Madame Bérot Berger, a pu abaisser des deux tiers la mortalité infantile dans son rayon.

Elle alloue aux mères 40 francs pour quatre semaines de repos, et, en outre, elle leur procure les visites préventives médicales, les bains chauds gratuits, les indemnités avant la naissance pour la cessation du travail professionnel, les aliments fortifiants, le prêt de linge personnel et de literie, plus les layettes confectionnées par les jeunes filles des officiers, pour la section militaire ; par les élèves de l'Ecole Normale de Laon ou

les jeunes filles de la mutualité maternelle, pour la section civile.

Trente dames font un service permanent d'inspection. Des primes d'allaitement sont décernées aux mères ; il est distribué des livrets de Caisse d'épargne et des étrennes à tous les nouveaux-nés.

Enfin nous y trouvons une innovation que Madame Bérot-Berger avait déjà préconisé à Washington, en 1908, au Congrès de la tuberculose : c'est à savoir le carnet individuel. Ce carnet, établi par les soins de l'œuvre, dès la naissance des jeunes mutualistes, mentionne leur état physiologique, les observations successives du docteur, de la sage-femme, de l'inspectrice : de telle sorte qu'en cas de maladie subite, le médecin est toujours éclairé, d'un coup d'œil, sur ses antécédents.

La Mutualité Maternelle a étendu son action d'une façon remarquable : elle a provoqué, favorisé, patronné la formation d'une foule de mutualités maternelles, et entre tous ces groupements, il s'est formé une " Union ".

En outre, elle s'est attachée par l'affiliation un grand nombre de *Sociétés de secours mutuels* et Sociétés d'Usines, ensemble environ une quarantaine de groupes.

Il est intéressant, pour apprécier l'intérêt pratique de cette affiliation, de noter les données statistiques établissant le pourcentage des naissances dans les sociétés de secours mutuels et dans les groupes industriels, ces derniers comprenant les sociétés d'usines employant des hommes et des femmes, mais bénéficiant de tous les avantages de la Mutualité Maternelle, c'est-à-dire que la femme d'un ouvrier a droit à ces avantages, quoique n'étant pas employée dans l'usine, comme celles qui y travaillent.

Voici cette statistique (1) :

Groupes Mutualistes

ANNÉE	PARTICIPANTES	ACCOUCHÉES	PROPORTION
1909	3.790	118	3.1 %
1910	3.685	100	2.7 %
1911	4.044	131	3.2 %

Groupes Industriels

ANNÉE	PARTICIPANTES	ACCOUCHÉES	PROPORTION
1909	1.631	120	7.3 %
1910	1.268	86	6.8 %
1911	1.723	103	6 %

Mutualistes

ANNÉE	PARTICIPANTES	ACCOUCHÉES	PROPORTION
1909	5.921	1.070	18 %
1910	7.331	1.261	17.2 %
1911	8.015	1.514	18.8 %

On ne saurait parler de la Mutualité Maternelle de Paris, due à l'initiative première de M. Poussineau, sans mentionner la *Mutualité Maternelle de Dammarie-les-Lys*, qu'il a également fondée en 1904 et qui peut être considérée comme un modèle du genre.

Ici non-seulement la mutualité maternelle a diminué la mortalité infantile, mais les naissances ont augmenté dans la proportion de 24 %. Les femmes, ayant moins à redouter la crise de la maternité, rétablies chaque fois par un repos-réparateur et suffisant, sans être obligées de recourir à une assistance humiliante, ne considèrent plus la venue d'un enfant comme un surcroît de charge et une cause directe de la misère.

(1) Communiquée par la Mutualité Maternelle.

La cotisation est de 1 fr. par an. La mère reçoit pendant les quatre semaines de repos obligatoire, 8 fr. par semaine et une prime de 10 fr. si elle allaite son enfant, en tout 42 fr.

Six sections succursales ont été créées dans la région environnante et fonctionnent avec le siège central.

Voilà un exemple qui devrait être suivi partout, et ce serait la solution cherchée, tout au moins en grande partie.

Cette solution pourrait aussi se trouver partiellement dans l'organisation imaginée par M. le Dr Morel dans la commune de *Villiers-le-Duc* (Côte-d'Or) dont il est maire, « en vue de restreindre la mortinatalité et la mortalité infantile. »

Aux termes de son arrêté, toute femme enceinte, mariée ou non, nécessiteuse, peut demander l'assistance de la commune, en déclarant son état avant le septième mois. Une sage-femme est chargée de la visiter et de la surveiller, d'appeler au besoin un médecin, le tout aux frais de la commune.

Toute accouchée assistée par la commune reçoit 1 fr. par jour pendant dix jours; non compris celui de l'accouchement, si elle reste au lit. Si elle se lève avant les dix jours, la gratification lui est refusée.

Toute nourrice allaitant, soit au sein, soit au biberon, son enfant ou tout enfant à elle confié, et qui présente cet enfant en bon état à l'âge de un an, a droit à une gratification de 2 fr. par mois, à partir du jour où elle a commencé à allaiter, jusqu'à celui où l'enfant a un an.

La mortalité des enfants de zéro à un an, qui précédemment variait de 13 à 28 % des naissances, est tombée à zéro depuis que ces prescriptions ont été observées.

Le professeur Pinard se déclare pénétré « d'admiration »;

« c'est, dit-il, le plus bel exemple qu'on puisse et qu'on doive donner à toutes les communes de France. »

§ 2. — ŒUVRES DIVERSES

En dehors des consultations organisées dans les hôpitaux de l'Assistance Publique, et dont certains fonctionnent d'une façon assez satisfaisante, certaines municipalités, malheureusement trop peu nombreuses, ont installé des consultations dans des dispensaires : ainsi, par exemple, à Lille, à Wasquehal, à Séclin et dans quelques autres villes.

Plusieurs œuvres d'assistance ont des consultations ; ainsi l'Œuvre d'Assistance maternelle et infantile gratuite de Plaisance, plusieurs mutualités et particulièrement les mutualités maternelles.

La Mutualité Maternelle de Paris a un dispensaire où les consultations sont données trois fois par semaine, et dans ses diverses sections, des consultations sont également organisées. Toute femme qui vient consulter trois fois au moins, pendant sa grossesse, touche une indemnité de 3 francs.

On a tout dit sur le rôle, sur la nécessité des refuges-ouvriers : on a suffisamment démontré combien s'impose leur création (1). Maxime du Camp l'a dit éloquemment : « En recueillant ces pauvres femmes, vous ferez mieux que Saint Vincent de Paul qui recueillait les enfants ; vous sauverez les enfants avant leur naissance et cela en sauvant la mère ».

Un des premiers asiles-refuges de ce genre fut fondé à Rome, en 1770, par le pape Clément XIV.

(1) Dr J. Bertillon, à la Société de Médecine et d'Hygiène, 28 juin 1893 ; Tarnier, à l'Académie de Médecine en 1891.

Nous avons vu ce que l'Assistance Publique offre de ressources de ce genre : à Paris, c'est George-Sand avec ses 96 lits et ses 20 berceaux, Pauline Rolland avec ses 175 lits et ses 40 berceaux, c'est Michelet, l'asile-type, avec ses 200 lits, et c'est tout.

L'initiative privée a fait mieux.

La Société de l'Allaitement maternel et des Refuges-ouvroirs pour femmes enceintes fondée, il y a trente-six ans par Madame Béquet de Vienne, possède deux asiles, l'un, 203, avenue du Maine, l'autre, 9, rue J.-B. Dumas. On peut dire de cette femme de bien, avec Tarnier, « que jamais elle ne connaîtra toute l'étendue de ses bienfaits. »

Cette œuvre, qui a été reconnue d'utilité publique par décret du 29 juillet 1880, reçoit gratuitement et sans enquête toute femme célibataire, mariée, veuve ou abandonnée, et la garde pendant quatre, cinq et six mois.

Dans la matinée, les femmes sont employées aux soins du ménage, à l'entretien du linge et des vêtements.

L'après-midi, elles travaillent à l'ouvroir, et le produit de leur travail leur est intégralement versé à leur départ. La plus grande égalité est imposée parmi les pensionnaires.

Il a été hospitalisé, en 1910, 804 femmes enceintes dont 218, avenue du Maine, et 586, à la rue Jean-Baptiste Dumas, ce qui forme 25.204 journées de présence, 8.419 au premier refuge et 16.785 au deuxième. Sur ce nombre, on comptait 387 femmes d'un niveau intellectuel au-dessus de la moyenne, pour lesquelles le réconfort moral qui leur est apporté est encore bien plus précieux que les soins corporels. Il y avait, en outre, 21 blanchisseuses, 28 repasseuses, 32 brodeuses, 5 balayeuses, 24 confectionneuses, 10 matelassières, 12 crémières, 8 chiffonnières, 6 vendeuses étalagistes, 4 habilleuses, 34 marchandes des

quatre-saisons, 6 mécaniciennes, 21 porteuses de pain ou de journaux, 18 fleuristes plumassières, 4 rempailleuses, 2 typographes, 6 employées de fabriques, 4 coiffeuses, 15 teinturières, plus des artistes, des chanteuses, une équilibriste de 15 ans, et enfin 140 bonnes à tout faire. Pour ces dernières, notamment, l'excellente Madame Béquet de Vienne est pleine d'une commisération attendrie et d'une bienveillance active.

Sur les 804 femmes hospitalisées, il y avait :

419 célibataires ; 220 femmes mariées abandonnées par leurs maris ; 65 veuves ; 60 femmes dont les maris faisaient leur service militaire ; 40 qui avaient été amenées par leurs maris, sans emplois ou sans ressources.

Pour faciliter à des femmes mariées l'accouchement chez elles, l'œuvre de Madame Béquet de Vienne a organisé des secours à domicile, et fournit le linge et les objets indispensables, ainsi que des aides : elle a payé en 1910, 1.172 heures à raison de 50 centimes l'heure, à des aides expérimentées qui ont séjourné au domicile des protégées, faisant la cuisine et soignant les enfants pendant le temps du repos obligatoire.

Au moment de leur accouchement, les femmes sont transportées dans une maternité, ou soignées chez une sage-femme, quand les circonstances l'exigent.

Des secours, dits d'allaitement, sont distribués aux femmes après leur accouchement : en 1910, 1.036 enfants ont pu être ainsi assistés.

« Le secours d'allaitement maternel, proclame Madame Béquet de Vienne, le secours donné à la mère pour lui permettre d'allaiter son enfant, est le secours le plus normal, le plus moral et le plus économique qu'il y ait au monde ». Et elle ajoute : « Que d'enfants nous pourrions sauver avec un budget plus étendu que le nôtre... »

« Nous faisons dans ce sens une sérieuse propagande et toutes les futures mères qui viennent à nos consultations et avec lesquelles nous pouvons causer sont rapidement converties ; c'est le fonds maternel qui manque le moins ».

En 1907, l'Œuvre de Madame Béquet de Vienne a décidé la création d'un asile de convalescence, 25, rue Saint Fargeau, à Belleville : ce fut l'Aide Maternelle, qui est devenue une branche de l'œuvre de l'Allaitement maternel.

L'avoir mobilier et immobilier de la Société, dépasse actuellement cinq millions. Les recettes ordinaires, pour l'année 1910, s'élèvent à 229.464 fr. 05, et les dépenses à 207.687 fr. 10.

Parmi les femmes reçues à l'Asile de nuit de la Société Philanthropique, rue Saint Jacques, les plus dignes de compassion étaient évidemment celles qui sortaient de l'hôpital de la Maternité. En effet, le nombre restreint de lits d'accouchement dont dispose la Maternité ne permet pas de conserver les pensionnaires au delà d'une période de neuf à dix jours. L'hospitalité de trois nuits, avec une soupe le matin et le soir, que la Société Philanthropique offre aux pensionnaires de ses asiles de nuit, étaient absolument insuffisante pour des femmes le plus souvent affaiblies par une vie de privations et dont l'accouchement récent avait encore épuisé les dernières forces.

La Société Philanthropique (1) a donc été amenée à fonder 201, avenue du Maine, l'Asile Maternel, où elle reçoit, pendant une période de quinze jours, les femmes relevant de couches, leur assure gratuitement des soins éclairés et le bienfait d'une nourriture substantielle et réconfortante. En même temps elle veille au placement

(1) Fondée en 1780, reconnue comme établissement d'utilité publique en 1839, siège social, 15, rue de Bellechasse.

de l'enfant en nourrice, dans le cas où la mère ne le nourrit pas elle-même, et s'efforce de procurer à la mère une place qui lui permette, par son travail, de vivre et de pourvoir aux besoins de son enfant.

La population de l'Asile Maternel se recrute parmi les femmes mariées ou abandonnées de leurs maris, qui sont, à coup sûr, les plus intéressantes, et en majeure partie, il faut le reconnaître, parmi les filles-mères. A celles-là, la société n'offre pas seulement l'assistance matérielle, mais l'assistance morale; elle s'efforce de les remettre dans le droit chemin, en légitimant leur union, en les réconciliant avec leur famille, ou simplement, en éveillant dans leur cœur l'amour maternel et avec lui, le sentiment de leur devoir de mère.

Mouvement du 1^{er} Mai 1910 au 30 Avril 1911 :

Femmes	618
Enfants	589
Journées de présence et nourriture.	8.527
Femmes ayant été placées.....	569
Décès.....	3

De novembre 1886 au 30 avril 1911 :

Femmes	15.383
Enfants.....	15.020
Journées de présence	496.611
Journées de nourriture.....	496.314
Vêtements distribués.....	407.761
Femmes ayant obtenu du travail ..	40.077

La Société de Charité Maternelle de Paris, 240, faubourg Saint Honoré, fut fondée en 1784 par Madame de Fougères, née d'Outremont, et définitivement organisée par sa fondatrice, en 1788, avec le concours de la duchesse de Cossé.

A peine commença-t-elle à fonctionner que la reine Marie Antoinette se déclara sa protectrice, et lui fit accorder une importante dotation,

Reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 23 juillet 1811, elle n'a cessé d'être protégée et subventionnée par les divers gouvernements qui se sont succédés.

Cette société vient en aide aux mères pauvres en couches et les seconde dans les premiers soins à donner aux enfants. L'adoption de l'enfant avant sa naissance, l'allaitement maternel, l'assistance à domicile, sont les trois caractères spécifiques de son intervention. Elle distribue ses secours sans aucune distinction de religion ni de nationalité. Elle a fondé et entretient, en dehors de son organisation générale, un certain nombre de consultations de nourrissons, de crèches, d'orphelinat disséminés dans les quartiers populeux de Paris et de la banlieue. De plus, elle a ouvert il y a deux ans, en mars 1910, à Montrouge, une crèche hospitalière pour recevoir les enfants dont les mères sont mortes en couches.

Tous ces établissements sont, en général, très prospères, grâce au dévouement des membres du corps médical, et à l'assistance que leur prêtent les dames du monde.

La dévouée présidente actuelle, Madame la duchesse de Mouchy, a eu l'heureuse idée d'instituer pour celles-ci un enseignement de puériculture rationnelle.

M. le sénateur Strauss, commentant éloquemment cette organisation, disait que « dans tout ce qui concerne la protection des enfants du premier âge, les femmes du monde ont leur place marquée et leur rôle nécessaire ».

A côté de ces grandes institutions que sont l'Allaitement Maternel de la Société philanthropique, la Société de Charité Maternelle, il nous faudrait citer quantité d'autres où le mérite le dispute à l'ingéniosité dans le bien, comme l'Association des Mères de famille, 54, rue de Prony ; le Foyer Maternel, rue de l'Abbé Grégoire ; la Maison de la Mère, 3, rue de Dantzig, etc.

Pour les secours aux femmes en couches à domicile : l'Assistance maternelle et gratuite de Plaisance, 68, rue Vercingétorix ; l'Œuvre de Notre-Dame de l'Assistance, 350, rue de Vaugirard, la Ligue Française des Mères de famille, 6, rue Olivier de Serres ; et plusieurs autres, à Paris et en province.

Pour les secours après les couches : l'Asile-ouvroir de Gérando, 82, rue Blomet ; pour les filles-mères, l'Asile de Villepinte, qui appartient au Foyer Maternel, précité ; la Pouponnière, 116, rue de Grenelle, avec son bel asile d'allaitement de Porchefontaine, et tant d'autres.

Il serait oiseux de faire remarquer que la Mutualité Maternelle, la Société philanthropique, la Société de Charité Maternelle, et plusieurs autres étendent leur sollicitude bienfaisante sur les diverses périodes dont nous nous sommes occupés.

Nous devons faire une place à part aux œuvres qui favorisent d'une façon formelle l'allaitement maternel, à la fois utile à la femme et à l'enfant, et que les spécialistes de la puériculture recommandent avec énergie, sauf les cas de contre-indications formelles, d'impossibilité absolue.

Ces œuvres sont surtout les crèches et les restaurants de mères-nourrices.

Le baron Daru, Thiers, Dufaure, Falloux, Dupin, Delessert et Billault voyaient dans la crèche le meilleur moyen de protéger le foyer, d'aider l'ouvrière à concilier son devoir maternel et l'obligation de gagner sa vie en travaillant, et enfin de diminuer le nombre des abandons d'enfant ; le Dr Trousseau, le moyen d'arrêter les progrès de la dégénérescence. Le Conseil de salubrité jugea l'institution fort utile à la santé ; le Pape la bénit. Napoléon III la mit sous la protection de l'Impératrice.

Ce sont par définition des établissements qui gardent

et soignent pendant la journée les enfants dont la mère travaille hors de son domicile et qui ne sont pas en âge de fréquenter l'école maternelle.

La première crèche fut inaugurée par Firmin Marbeau, le 14 novembre 1844, à Chaillot ; c'est la crèche Ste Marie, 117, avenue Victor Hugo ; et quand, deux ans après, la Société des crèches fut constituée, il existait déjà 14 crèches à Paris. En 1869, elle fut déclarée d'utilité publique ; en 1888, on comptait 250 crèches et, soixante ans après sa création, le bilan de l'institution accuse pour la France, 445 crèches, dont 67 à Paris, 44 pour la banlieue, 334 dans les départements, en Algérie et aux colonies. Il existe plus de 300 crèches à l'Etranger, en Amérique, au Japon, en Chine, etc...

On peut citer parmi les modèles, la crèche Brière, à Rouen ; la crèche Arnould, dans les Vosges ; la crèche Raymond Lerch, au Havre : toutes les trois doivent leur organisation à de grands industriels qui estiment n'être point quittes envers les mères qu'ils emploient en rétribuant leur travail. Ce sont des produits de l'initiative privée. Nous en donnerons un exemple.

La crèche Furtado-Heine, rue Jacquier, à Montrouge a été fondée en 1896 par Madame Furtado-Heine ; elle couvre une superficie de 1.743 mètres carrés, dont 945 bâtis.

La construction a coûté 600.000 fr. et la fondatrice a doté l'œuvre de 45.000 fr. de rente.

La crèche est organisée pour recevoir 100 enfants. Elle reçoit tous les jours ouvrables, de 6 heures 1/2 du matin à 7 heures 1/2 du soir, sans distinction de religion, de nationalité, ni de quartier, les enfants de 15 jours à 3 ans appartenant surtout à des mères qui travaillent au dehors pour vivre.

Il n'est demandé aucune rétribution aux familles, et le

personnel ne peut accepter sous peine de révocation aucune gratification si légère soit-elle. La crèche a été reconnue d'utilité publique dès sa fondation.

Le nombre annuel des journées de présence en ces quatorze premières années a atteint jusqu'à 22.629, ce qui fait environ 75 par jour ; il a été de 18.381 dans l'exercice 1908-1909, et de 18.393 dans celui de 1909-1910.

Mais c'est dans la grande industrie que les crèches ont pris, toutes proportions gardées, le plus grand développement. La cause en est dans la mentalité des chefs d'industries, qui y trouvent le moyen de concilier leur intérêt personnel avec leurs dispositions philanthropiques.

Certes, la grande industrie française ne le cède en rien aux autres nations pour les œuvres sociales, et pour le souci que le patronat prend pour le bien-être de son personnel. Ses créations philanthropiques sont aussi nombreuses que variées, et les chefs d'industries n'y épargnent ni leurs soins ni leurs argent. Mais au premier rang de leurs préoccupations, presque inconsciemment, ils mettent la crèche, qui représente pour eux la continuité du travail de la mère, laquelle pourra, tout en allaitant son enfant aux heures fixées, demeurer assidue à son travail, où elle rend des services appréciés.

Dans leur zèle, où se mêle quelque amour-propre visant la concurrence, ils rivalisent d'ingéniosité, et l'on peut dire que chacune des crèches d'usines peut prétendre au titre de crèche modèle.

§ 3 — INSTITUTIONS DE L'INDUSTRIE PRIVÉE

A côté des œuvres spéciales dont nous venons de parler plus haut, les industries privées, grandes entreprises, compagnies, etc... donnent de plus en plus l'exemple.

La Compagnie des chemins de fer d'Orléans accorde un

congé de six semaines à l'occasion des couches avec salaire payé intégralement.

La Compagnie des Chemins de fer de l'Est donne à ses employées leur traitement intégral, en y ajoutant un secours de 50 fr. versé dans les trois mois qui suivent la naissance.

Les Chemins de fer de Ceinture accordent à leurs employées un congé d'un mois avec solde entière.

Les Chemins de fer économiques paient la solde entière jusqu'à concurrence de soixante jours de maladie consécutifs.

La Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris fait bénéficier ses employées des soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ; cette mesure est d'ailleurs imposée par le contrat de concession. Pour l'accouchement, trois sages-femmes attachées au service médical donnent gratuitement leurs soins aux malades, qui, en outre, ont leur salaire payé jusqu'à complète guérison et au besoin pendant une année. Une allocation de 25 francs est, de plus, attribuée à celles dont le mari employé à la Compagnie touche un salaire inférieur à 2.400 fr.

Au Bon Marché, toute employée accouchée touche une indemnité de 100 fr., et sa place lui est réservée durant son absence. Les ouvrières, dans le même cas, touchent une allocation de 60 fr.

Aux Grands Magasins du Louvre, les employées ont droit à un repos rémunéré de six semaines ; elles reçoivent, en outre, depuis octobre 1892, une allocation égale au montant du traitement qui ne peut être inférieur à 75 fr.

Les Galeries Lafayette accordent à leurs employées en couches un congé de trois mois et un secours de 100 fr. par mois pendant cette durée ; le congé et le secours peuvent être augmentés. La caisse de secours fait un don de 50 fr. ou 100 fr. suivant les cas.

Les Magasins du Printemps accordent une allocation de couches de 200 fr. aux employées qui sont dans la maison depuis un an au moins et dont les émoluments annuels ne dépassent pas 3.000 fr.

Aux Etablissements J. Thiriez père et fils, à Lille et à Loos, les femmes accouchées reçoivent pendant six semaines les mêmes secours que si elles étaient malades et qui varient suivant l'ancienneté. Elles ne peuvent reprendre le travail avant six semaines ; à l'âge de trois mois, l'enfant est admis à la crèche de l'établissement.

Aux Cristalleries de Baccarat, les ouvrières touchent une indemnité de couches de 40 fr. pour un repos obligatoire de six semaines.

La Société des soieries de Besançon ne permet de reprendre le travail que trois semaines après les couches. Elle alloue à ses employées accouchées une indemnité journalière de 40 % du salaire, auquel elle ajoute une allocation de 15 fr.

Nous pourrions encore allonger indéfiniment cette liste, car, comme nous l'avons dit, l'ingéniosité de l'industrie dans les créations de ce genre est inépuisable.

En somme, pour tout ce qui touche la protection de la maternité, dans toute son étendue, l'action de l'Assistance Publique est généralement d'une insuffisance notoire.

Les créations de l'initiative privée au contraire sont aussi nombreuses que diverses ; elles semblent prévoir tous les cas, toutes les situations, toutes les misères. Mais ces dernières sont si nombreuses et si pitoyables, que les ressources infinies de la charité privée y suffisent à peine, et qu'il serait à souhaiter que l'Etat intervint pour y suppléer largement.

L'industrie, sous l'impulsion stimulante de considé-

ractions d'où l'intérêt n'est pas toujours exclu, fournit un grand et noble exemple, encore que l'on puisse regretter qu'elle accorde plus aux crèches qu'au repos avant et après les couches.

Il nous reste à examiner quel est le rôle de l'Etat dans cet ensemble de problèmes sociaux, ce qu'il a déjà fait, ce qu'il prépare ; et nous essaierons de dire ce qu'il devrait faire.

II

LÉGISLATION ACTUELLE

Il convient maintenant de citer les lois existantes en la matière.

En tête de ces lois, et encore qu'elle s'occupe, non point de la protection de la maternité, mais de la protection du premier âge, nous tenons à mentionner la *loi Roussel*, parce qu'elle semble avoir inauguré l'ère des préoccupations parlementaires en matière de dépopulation, préoccupations qui aboutissent à des résultats bien lents et bien incomplets, comme nous l'allons voir.

Au moment où elle fut promulguée (23 décembre 1874), la loi Roussel put être considérée par tous les gens de bien comme un très important progrès.

Aux termes de cette loi, tout enfant âgé de moins de deux ans et placé moyennant salaire en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile de ses parents, devient, par ce fait, l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, dans le but de protéger sa santé et sa vie.

On semblait oublier ainsi que le meilleur moyen d'assurer la vie et la santé de l'enfant, c'est de s'occuper de la santé et de la moralité de la mère.

Toujours est-il que la loi Roussel, qui aujourd'hui fonctionne pleinement partout, eut des résultats immé-

diats merveilleux ; dans le Calvados, on a vu la mortalité annuelle des enfants soumis à cette loi tomber pendant la période comprise entre 1880 et 1883, de 70 % à 5.41 %.

Dès ce moment, les philanthropes les plus autorisés proclamaient que « le jour où les prescriptions de la loi Roussel seront rigoureusement observées dans toute la France, on sauvera plus de 80.000 enfants chaque année. » (1)

Les résultats ainsi prédits ont été bien longs à se réaliser, si même l'on peut dire qu'ils ont été atteints.

Longtemps, certains départements se sont refusé à la mettre en pratique et ont résisté à toute organisation d'un système de protection infantile ; beaucoup d'autres ne votaient que des crédits tout à fait insuffisants et n'exécutaient la loi qu'avec de grandes restrictions.

En tout cas, et en admettant même que cette résistance ait pris fin partout, il est évident que la loi Roussel qui est, en tant de régions, fort imparfaitement appliquée (2) ne vise qu'une catégorie d'enfants limitée, encore que trop nombreuse : les enfants « placés moyennant salaire en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile de leurs parents. » (3)

La loi du 2 Novembre 1892, modifiée par la loi du 30 Mars 1900, qui s'applique actuellement aux établissements industriels, limite la durée du travail des jeunes ouvrières âgées de moins de dix-huit ans et des femmes, à dix heures, coupées par des repos représentant au moins une heure ; elle interdit d'employer de nuit les filles mineures, ainsi que l'emploi des filles pour les travaux souterrains.

(1) Rapport général de l'Exposition de 1889.

(2) Dr Couffon, *Contribution à l'étude de la Protection des Nourrissons en France*. Thèse Paris 1910.

(3) Art. 1^{er} de la Loi du 23 Décembre 1874.

La loi du 12 juin 1893, modifiée le 11 juillet 1903, est relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

La loi du 29 décembre 1900, dite « loi des sièges » prescrit de mettre des sièges à la disposition des femmes employées pour la manutention ou la vente dans les magasins.

Ces trois dernières lois qui ne paraissent pas, a priori, s'intéresser particulièrement à la mère de famille et à la protection de la maternité, se rattachent néanmoins au sujet qui nous occupe, en ce que leurs prescriptions tendent à l'amélioration physique et morale de la femme qui travaille, en général. Elle contribue donc, dans une mesure très appréciable à cette grande œuvre de protection, qui, comme nous l'avons vu, doit s'étendre de la puberté de la jeune fille aux dernières années de la mission sacrée de la mère de famille.

La loi du 15 Juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite assimile les femmes en couches à des malades et leur assure les soins médicaux et les objets de pansements nécessaires. Les bureaux de bienfaisance sont chargés de ce service avec ou sans subvention de la commune.

Nous avons donné plus haut, à propos de l'Assistance Publique, quelques indications sur la portée et sur les effets de cette loi.

La loi du 28 Juin 1904, modifiée par la loi des finances du 22 Avril 1905, prévient les abandons d'enfant en accordant un secours mensuel à la mère indigente.

Avec la *loi du 26 novembre 1909*, qui garantit leur emploi ou leur travail dans l'industrie aux femmes en couches, le législateur semble commencer à protéger directement la maternité : l'efficacité de la mesure qu'elle édicte est restée contestable, en fait, ainsi que l'a démontré l'expérience. Au surplus, au Sénat, pendant la discussion, M. Bonnevey faisait déjà remarquer que la

loi resterait inopérante, tant que le repos avant et après les couches ne serait pas rendu obligatoire.

La loi du 15 mars 1910 accorde aux institutrices primaires un congé de maternité de deux mois, moitié avant, moitié après les couches, et cela pour les mêmes raisons que nous avons envisagées plus haut, à savoir, au point de vue de l'enfant comme au point de vue de la mère, la nécessité de supprimer la fatigue professionnelle, les dangers de contagion, le surmenage intellectuel et physique, etc., au point de vue social, l'inconvénient des changements de personnes dans l'enseignement, etc.

Ce sont, en substance, ces considérations qui amenèrent M. Betoulle et plusieurs de ses collègues à soumettre à la Chambre, en 1908, une proposition de loi qui, sur le rapport de M. Louis Marin, fut votée à l'unanimité, urgence déclarée, le 8 Décembre 1909. A son tour, le Sénat, sur le rapport de M. Maurice Faure, la vota le 14 mars 1910. Elle fut promulguée quelques jours après, le 15 mars 1910.

« Art. 1^{er}. — Un congé de deux mois avec traitement entier, en dehors des congés pour maladie prévus par le décret du 9 novembre 1853 est accordé aux institutrices moitié avant, moitié après les couches.

« Les institutrices ne peuvent reprendre leur service qu'après examen et certificat médical constatant qu'elles sont en état de le faire sans dommage pour leur santé ; en cas contraire, la prolongation de congé nécessaire leur est accordée aux conditions du congé lui-même, jusqu'à concurrence de deux mois.

« Art. 2. — Les crédits nécessaires à la mise en vigueur et à l'application de la présente loi seront inscrits à un chapitre spécial du budget de l'instruction publique, »

Quels sont les principes qui ont guidé le législateur ?

Nous voyons d'abord que la maternité n'est pas

assimilée à une maladie. Le congé indépendant du nombre de journées de maladie accordées est imposé par la loi.

Ce congé en lui-même est spécifié repos avant et après les couches. Ce n'est pas un congé unique mais divisé en deux parties distinctes.

Il résulte des travaux préparatoires et surtout du rapport de M. Louis Marin que l'origine un peu incertaine de la première période doit être fixée par un certificat médical ; les journées en excédent qui n'auront pas été prévues devront être portées au compte des journées de maladies.

Si, au contraire, la première partie se trouve trop courte, l'administration pourra reporter ces quelques jours sur la seconde partie du congé ; mais il ne s'agit pas là d'un droit, car le législateur a voulu avec raison que les bénéficiaires ne profitent pas de cette disposition pour écourter la première période.

On a adopté le délai d'un mois avant les couches, malgré l'avis des médecins et des gynécologues, qui exigent un repos depuis le septième mois et même depuis le cinquième mois. Les auteurs de la loi n'ont pas pensé devoir aller jusque là. La bénéficiaire pourra au besoin user des congés de maladie. Cependant l'opinion médicale admet le congé d'un mois après les couches. Il est vrai que les institutrices ne peuvent reprendre leur service qu'après examen et certificat médical constatant qu'elles sont en état de le faire sans dommage pour leur santé.

L'art. 1^{er} permet de prolonger le congé, si l'état de l'accouchée l'exige. L'institutrice se trouve donc parfaitement protégée ; si l'on se reporte au rapport de M. Louis Martin, il serait convenable que cette prolongation soit l'exception et non la règle, suivant le temps nécessaire au rétablissement de la santé de la bénéficiaire.

Si nous abordons le point de vue financier, nous voyons

que le traitement attribué à l'institutrice reste entier, le législateur n'a pas voulu la faire souffrir d'une diminution quelconque surtout à un moment où ses charges croissent. Il en est de même en cas de prolongation de congé.

Cette dépense est imputée sur le budget.

Tel est le régime de cette loi qui s'applique à 61.000 institutrices.

Avec elle, nous devons clore cette liste trop courte des lois protégeant la maternité d'une façon effective et directe.

CHAPITRE III

**ETUDE des DIFFÉRENTES QUESTIONS
que SOULÈVE
la PROTECTION de la MATERNITÉ**

Avant d'aborder l'examen des discussions qui ont eu lieu, soit au Sénat, soit à la Chambre, sur la protection de la maternité, il convient de préciser certains points du problème, tel qu'il nous apparaît à ce moment de notre étude.

§ 1. — REPOS AVANT ET APRÈS LES COUCHES

Comme nous l'avons vu plus haut, si l'on compare les avis formulés par les gynécologues avec ceux des philanthropes dont l'attention s'est portée sur les questions qui nous occupent, tout le monde est d'accord sur le principe du repos nécessaire à la femme avant et après ses couches, aussi bien dans l'intérêt de sa santé que pour celle de son enfant.

Les opinions ne diffèrent qu'en ce qui concerne la durée de ce repos avant l'accouchement : alors que les médecins sont unanimes à demander qu'il soit pris après le septième mois de la grossesse, le législateur n'accorde qu'un mois, et même, comme nous le verrons, seulement quinze jours.

Quant à l'Assistance Publique, quant aux œuvres créées

par l'initiative privée, elles ne paraissent pas s'en occuper : elles n'ont, en effet aucune réglementation à édicter ou à conseiller, ni au nom de la science, ni au nom de la loi.

Il est certainement nécessaire et désirable d'établir des règles formelles et obligatoires : mais nous devons reconnaître que ce n'est pas chose facile, et cela pour deux raisons, l'une physiologique et l'autre financière.

Le moment précis où l'accouchement doit se produire est en effet, en bien des cas, impossible à déterminer d'une façon certaine et exacte. Aussi la loi du 15 mars 1910, en face de cette incertitude sur le point de départ de cette première période de repos, le fixe-t-elle au moyen du certificat médical. Les journées de repos qui pourraient ainsi être nécessaires et qui dépasseraient le nombre indiqué par la loi sont portées au compte des journées de maladie. Si, au contraire, le commencement du repos a pu être fixé plus tard, et si des journées de repos avant les couches manquent, on peut les reporter sur la période de repos après l'accouchement.

Ce sont là des mesures excellentes et sages en elles-mêmes, mais qui ne peuvent être appréciées et appliquées que par une administration prévoyante ; c'est par exemple fort bien organisé pour les institutrices et même pour les employées des postes, télégraphes et téléphones, comme nous le verrons par la suite.

On peut toutefois douter de l'efficacité de ces mesures, lorsqu'il s'agit des ouvrières en général, de celles qui ne sont pas salariées par l'Etat. On ne voit pas bien qui pourra faire une appréciation équitable, tenir cette sorte particulière de comptabilité des jours de repos. Ce ne serait pas le patron, ni même l'Etat, qui pourrait, en cas de difficulté, de litige, imposer son arbitrage.

Aussi comprend-on mieux le délai ferme de quinze jours avant les couches, que demande M. Paul Strauss ;

ce n'est évidemment pas parfait, mais c'est déjà un progrès considérable.

En tous cas, ainsi que le disait M. Louis Martin, trois points paraissent dès à présent acquis devant le Parlement pour les fonctionnaires : « nécessité d'un congé, nécessité d'un double congé avant et après : principe simpliste, mais solide, de la durée de deux mois : un mois de congé avant et un mois de congé après l'accouchement (1) ».

Un autre point paraît plus difficile à faire admettre surtout lorsqu'il s'agit des femmes de l'industrie, c'est celui du traitement.

Au point de vue financier, en effet, le repos obligatoire et indemnisé constituerait indubitablement une charge sérieuse, qui pourrait, dans les débuts, entraver l'application d'une loi de protection.

Si l'Etat songe à assumer en faveur de ses fonctionnaires les frais de repos d'un mois avant et un mois après, c'est que ses ressources lui permettent de l'appliquer à ses 117.000 employées et ouvrières. Mais s'il s'agissait d'étendre cette mesure à toute la classe laborieuse féminine, qui compte d'après le recensement de 1906, 7.693.412 femmes, on se trouverait en présence d'une dépense trop élevée.

Il en est de même pour toutes les questions que soulève ce repos. Tant qu'il s'agit de ses fonctionnaires, l'Etat peut toujours prendre certaines mesures délicates qu'il peut appliquer lui-même, telles que celle de l'automatisme du congé suivant lequel celui-ci est accordé sans sollicitation de la part de l'intéressée, et celle de la division du congé qui consiste à distinguer nettement les deux périodes. Mais ces principes, excellents en eux-mêmes, seront difficilement applicables le jour où l'Etat voudra les étendre à toutes les travailleuses. M. Louis

(1) *La Protection de la Maternité ouvrière* (association nationale pour la protection légale des travailleurs), 1912, p. 14.

Marin sent bien d'ailleurs que la situation n'est pas la même quand il nous dit en parlant de la prolongation du congé : « Vis-à-vis des administrations, nous avons pu agir ainsi et englober dans la loi la solution de ce point très grave ; mais dans l'industrie privée nous sommes obligés de procéder autrement. Nous voulons assurer le congé, mais pour ce qui est des prolongations, nous sommes amenés à considérer ces prolongations exceptionnelles comme nécessitées plutôt par l'effet d'une maladie que par les couches normales. Pour ne pas compliquer ici la loi qui doit porter essentiellement sur le repos de maternité, nous ne réglons pas cette question, qui est extrêmement compliquée, par le même texte. On nous opposerait encore d'ailleurs l'objection des certificats de complaisance, soit de la part des médecins de la malade, soit de la part des médecins des œuvres privées qui serviraient d'intermédiaires, soit de la part des médecins officiels, et nous risquerions de nous trouver devant des difficultés supplémentaires pour mettre sur pied la loi et la faire passer. » (1)

Le repos de quatre semaines après l'accouchement paraît donc rallier tous les suffrages. On est également d'accord pour le décréter obligatoire. Mais on peut se demander à quelles catégories de femmes cette obligation doit s'étendre.

§ 2. — ETENDUE DE L'APPLICATION

C'est en principe sur toutes les femmes, employées ou ouvrières, salariées par l'Etat, par l'industrie, le commerce, l'agriculture, ainsi que sur les ouvrières travaillant à domicile, sur les domestiques et même les indigentes qu'une protection bien comprise de la maternité doit s'appliquer.

(1) La Protection de la Maternité Ouvrière. (Association Nationale pour la protection légale des Travailleurs). 1912. p. 19.

L'historique des projets de loi en préparation nous montre qu'à l'origine, le législateur s'est proposé d'édicter cette mesure de protection en la limitant aux femmes employées dans les établissements industriels et commerciaux. On est fondé à s'étonner de son indifférence à l'égard des autres catégories de femmes.

Le projet Strauss du 14 novembre 1899 laisse de côté les ouvrières travaillant à leur domicile ; le rapport du 23 mars 1903 observe le même silence. Les amendements Fortier et Guillier proposèrent avec raison l'extension de la loi aux ouvrières à domicile, aux ouvrières agricoles et aux domestiques.

Dans son rapport du 12 février 1910, M. Paul Strauss ne tint compte de ces desiderata que dans une certaine mesure et seulement pour les ouvrières agricoles et les domestiques ; mais il revint à son opinion première et à la séance du 8 mars 1912, il proposait un article 2 d'où les trois catégories visées étaient exclues. Si M. Paul Strauss n'accorde que les secours ordinaires aux ouvrières agricoles, c'est que, selon lui, « on ne peut comparer le travail industriel et le travail agricole : une femme peut rester chez elle, vaquer à quelques-unes de ses occupations domestiques tout en ne se séparant pas de son enfant, tout en veillant sur lui avec une tendresse attentive. » (1)

C'est là une étrange conception de la vie rurale de la femme, de ses travaux et de ses besoins : il semble que l'honorable sénateur n'ait songé qu'à la bonne fermière et qu'il ait oublié les innombrables ouvrières à gages qu'occupent l'élevage des bestiaux, les soins des champs, la moisson, la vendange etc., etc. Pour celles-là aussi la misère est grande : au moment de l'accouchement, et souvent quelques jours avant, la femme est obligée de cesser tout travail, et les journalières se voient privées de

(1) J. O. Sénat. Séance du 8 Mars 1912.

leur salaire, de ce salaire dont elles auraient si grand besoin en vue de la nouvelle charge qui leur incombe.

Pour les mêmes motifs, la paysanne accouchée se lève plus tôt que ne le comporte son état ; et c'est au grand détriment de sa santé et de celle de son enfant.

On ne saurait non plus écarter des sollicitudes de la loi de protection les femmes qui sont retenues au logis par des devoirs de famille ou par d'autres motifs tout aussi impérieux, et qui demandent au travail à domicile les ressources qu'elles ne pourraient pas se procurer à l'atelier.

Ce sont des ouvrières éminemment intéressantes, car elles sont isolées, en lutte continuelle avec les misères physiques et morales, honnies presque toujours par les classes laborieuses, parce qu'involontairement, mais fatalement, elles avilissent les salaires.

Lorsque l'heure de la maternité sonne, elles ne peuvent guère songer au repos, et personne ne pense à le leur imposer. Bien au contraire, la perspective du chômage forcé des couches, des préparatifs à faire, des frais nouveaux à ajouter aux charges du ménage, oblige la malheureuse à redoubler d'activité, à prolonger son labeur jusqu'à des heures avancées de la nuit, à devancer l'aurore, et surtout à n'abandonner le travail que lorsque la venue de l'enfant est toute prochaine.

Il semblerait que ce soit à l'Assistance Publique qu'incombe le soin de secourir ces ouvrières à domicile : mais il faudrait bien peu connaître l'âme du peuple pour supposer que l'ouvrière se décidera facilement à invoquer l'aide de l'administration. C'est pire encore dans les grandes villes de province, où l'Assistance publique n'est pas aussi bien organisée qu'à Paris et où son action se partage entre l'Administration elle-même, les Départements et les Communes.

D'ailleurs M. Emile Rey (1) a bien clairement montré au Sénat l'injustice dont les ouvrières à domicile sont victimes : « Représentez-vous, dit-il, deux femmes également privées de ressources, l'une ouvrière dans une usine, l'autre travaillant à domicile pour son propre compte ou pour d'autres, la femme d'un petit cultivateur, d'un petit commerçant ou artisan, une ouvrière même, qui a voulu rester au foyer pour soigner ses enfants, ses parents. Elles sont côte à côte dans le même village, dans la même rue, sur le même palier. L'une recevra cinquante francs ; l'autre ne recevra pas le moindre subside. Est-ce admissible ? »

Cette interrogation finale dont la réponse s'impose reste toute entière. Il serait profondément désirable que le dernier projet de M. Strauss en tint compte, comme il tient compte du sort des domestiques et des femmes indigentes.

Pour les domestiques, dont Madame Béquet de Vienne a si éloquemment dépeint la détresse morale, nous les assimilons ici à ces malheureuses indigentes que les charges et les soins de la famille empêchent de travailler et pour qui la maternité, en l'état actuel de la société, est une misère de plus, presque une catastrophe.

En somme, toutes les travailleuses sans exception, doivent être protégées par la loi.

La loi du 26 novembre 1909, garantissant aux femmes en couches la reprise de leur emploi est en soi-même insuffisante : ce qu'il faut, c'est rendre d'abord obligatoire le repos avant et après l'accouchement. Toute protection restera inopérante et inefficace, si elle n'est pas basée sur ce principe, qui ne peut être contesté, pas plus que l'on n'a fait d'objections aux dispositions similaires édictées

(1) *J. O.*, Sénat, séance du 8 mars 1912.

par la loi du 12 juin 1893, modifiée le 11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

§ 3. — L'INDEMNITÉ.

Mais la question de l'indemnité, conséquence inévitable de l'obligation du repos, soulève des problèmes ardu, d'autant plus difficiles à résoudre, qu'ils se compliquent singulièrement sous la plume de tous les théoriciens qui oublient que la femme remplit dans le devoir de maternité une véritable fonction sociale, intransigeants du principe de la liberté individuelle, économistes soucieux de sauvegarder les finances de l'Etat, juristes qui se servent d'assimilations inadmissibles.

Jules Simon, qui aima passionnément la liberté individuelle et qui semble avoir admirablement prévu les solutions à intervenir dans cette partie de la science sociale, s'exprimait ainsi dans son rapport du 12 mai 1890 sur la Conférence de Berlin (1) :

« Le vœu de la Conférence internationale de Berlin, qui interdit aux accouchées de travailler durant les quatre semaines qui suivent leurs couches, empiète assurément sur la liberté des adultes, mais il le fait au nom de l'intérêt supérieur et évident de la race humaine ; on ne doit pas se dissimuler que cette interdiction, du jour où elle sera inscrite dans la loi, pourra créer à l'Etat une nouvelle obligation d'assistance publique ».

Cette « obligation d'assistance », c'est en même temps le seul moyen dont l'Etat dispose pour rendre sa loi applicable, car une loi de prohibition manquerait de sanction et serait par suite inefficace.

L'indemnité étant admise et nécessaire, quelle doit être

(1) Archives diplomatiques.

sa base ? Comme il s'agit de remplacer ce que la mère perdra par son chômage, l'indemnité devrait constituer évidemment, autant que possible, l'équivalent de son salaire.

Le salaire de l'ouvrière étant malheureusement peu élevé, il serait facile de faire que l'indemnité lui soit égale.

Des documents publiés par l'Office du Travail, (1) il résulte en effet que par exemple, le salaire moyen de l'ouvrière du vêtement est de 3 fr. par jour à Paris, de 1 fr. 90 en province.

Pour les ouvrières de l'industrie, la moyenne est de 3 fr. 15 à Paris, de 3 fr. dans la banlieue, et de 2 fr. 40 en province.

Enfin les ouvrières qui travaillent pour les grands magasins ne gagnent pas plus de 1 fr. 50 environ.

Si l'on déduit les périodes de chômage annuel, on arrive pour Paris, à une moyenne de 2 fr. à 2 fr. 50 environ.

D'ailleurs les données établies par les mutualités nous démontrent qu'une allocation de 2 fr. par jour à Paris, de 1 fr. par jour en province, peut être considérée comme suffisante.

Le législateur, cela n'est pas douteux, ne saurait guère s'arrêter à la fixation d'une allocation invariable. Il est évident que celle-ci devra se modifier suivant les professions et suivant les profits que l'ouvrière en tire.

§ 4. — SYSTÈME FINANCIER

Il ne nous reste qu'à essayer de déduire de l'étude qui

(1) 1902.

précède l'examen du système général qui pourrait permettre à l'Etat d'assumer ces lourdes charges.

Semblable question s'est posée aux philanthropes, aux penseurs des siècles passés, lesquels ne reculèrent pas devant la responsabilité pécuniaire et morale de l'Etat.

Dans la plupart des républiques de l'antiquité, l'enfant appartenait à l'Etat avant d'être à la famille.

A Lacédémone, le père n'avait aucun droit sur l'éducation de ses enfants, lesquels étaient sous la tutelle de l'Etat.

Platon rêvait d'une république où les petits enfants seraient allaités au nom du pays par des nourrices fonctionnaires.

Aristote n'allait pas si loin : il laissait l'enfant aux parents jusqu'à l'âge de sept ans...

Les philosophes modernes ne pensent pas différemment, au fond, si l'on en juge par cette formule du Dr G. Clemenceau, émise au rapport de la Mutualité Maternelle en 1871 : « Le but idéal vers lequel il faut tendre doit être de mettre les enfants en nourrice chez leur propre mère ».

C'est la consécration formelle du rôle de l'Etat, et de la charge qui lui incombe de droit.

Quel est donc le système financier qui lui permettra de s'acquitter de ces grands devoirs, qui s'accorderait le mieux avec ce régime nouveau de protection de la maternité ?

En regardant autour de nous, nous voyons, en France et à l'Etranger se dégager nettement trois méthodes : l'assistance, l'assurance, les caisses de maternité.

Le système de *l'assistance*, que M. Paul Strauss nous présente comme un système intermédiaire et pour ainsi dire transitoire, a le grave défaut de confier aux bureaux

d'assistance la surveillance des accouchées, conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1893.

Il est certain que cette loi, comme nous l'avons vu, se présente comme assez souple pour s'adapter à la protection telle que nous la concevons. Il est vrai que le projet de M. Strauss laisse aux communes la faculté de s'adjoindre le concours des mutualités maternelles, et c'est fort bien dit. Mais nous devons faire des réserves formelles en ce qui touche la matière de l'assurance et celle de la mutualité appliquées ici. L'une et l'autre sont assurément en marche dans la voie du progrès : les résultats qu'on en obtient sont tellement satisfaisants que le nombre de leurs adhérents s'augmente d'année en année.

Et pourtant il reste et il restera toujours des légions de réfractaires : l'indifférence, l'hostilité, l'ignorance, la misère extrême, tiennent et tiendront toujours quantité de malheureuses éloignées des salutaires combinaisons de l'assurance et de la mutualité, tout comme l'ignorance, la fierté, une répugnance instinctive les empêchent de s'adresser aux bureaux de bienfaisance (1).

Nous en avons une preuve formelle dans le nombre de ces « extra-statutaires » que la Mutualité Maternelle adopte, et qui sont tellement nombreuses, que le Conseil Municipal de Paris a dû intervenir fort à propos, comme nous l'avons dit plus haut, pour subventionner cette partie de l'œuvre entreprise.

Si nous abordons maintenant le système financier présenté par *l'assurance*, nous voyons que celle-ci est, par sa définition même, une compensation des effets du hasard sur le patrimoine de l'homme par une mutualité

(1) Rapport sur la Mutualité maternelle de Paris au Congrès international de Berlin pour l'enfance du premier âge, 1911, par M. P. Poussineau.

organisée suivant les lois de la statistique. Trois éléments sont donc à considérer : l'idée de compensation des risques, l'idée de mutualité, enfin les enseignements tirés de la statistique.

Ces trois éléments se trouvent-ils réunis en matière d'assurance maternelle ? Nous ne le pensons pas, du moins pour la dernière. La statistique ne peut intervenir ici d'une façon efficace, ses éléments sont encore fort imparfaits, surtout si l'on tient compte que l'assurance ne peut viser que certaines catégories avec certaines limites d'âge. De plus les conditions générales de l'industrie moderne se transformant sans cesse en une évolution constante vers le progrès, les éléments même de l'assurance n'y peuvent trouver aucune base immuable et fixe. D'où la difficulté de trouver la cotisation simpliste, capable de rallier toutes les opinions.

Les difficultés seront encore plus nombreuses si on veut créer une assurance obligatoire de la maternité.

L'idée de mutualité ne trouvera pas son application pour deux raisons : l'une venant de l'intérêt des femmes elles-mêmes, l'autre de l'inégalité des salaires. Ce n'est plus par l'intérêt de la personne elle-même et aussi dans l'intérêt de la collectivité, comme dans une loi des retraites, que l'on pourra justifier ce prélèvement sur le salaire de la femme. Celle-ci pourra ne pas être mariée, ou bien ayant déjà des enfants, elle estimera qu'elle n'en aura plus d'autres, enfin elle considérera souvent ce risque comme fort improbable. A plus forte raison, elle acceptera encore moins ce prélèvement par solidarité. D'un autre côté, le salaire d'appoint que gagne la femme de nos jours ne peut être réduit par un versement qu'on lui demandera.

Sans doute l'assurance obligatoire est un régime idéal, mais il souffre tant de difficultés, de tâtonnements que le Parlement lui-même préférerait utiliser les sociétés privées en les subventionnant.

En France notamment, l'assurance trouvera toujours les résistances dont nous avons parlé plus haut, dans les milieux ouvriers. Au Parlement lui-même, « le repos hebdomadaire, les retraites obligatoires ont produit, dans l'esprit de beaucoup de parlementaires, une sorte de crainte, de mécontentement, d'incertitude (1) ». — Et d'ailleurs une loi, instituant l'assurance de maternité, aurait peu de chances d'arrêter l'attention du législateur, surtout après que la loi sur les retraites ouvrières, bien plus importante à ses yeux pour des motifs électoraux, lui a fait ajourner tant de fois les projets en discussion sur la protection de la maternité.

A l'étranger, nous trouvons l'assurance maternelle comme une annexe à l'assurance obligatoire contre la maladie.

La loi fédérale suisse du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accouchement, nous apparaît comme une forme intermédiaire de l'assurance facultative et de l'assurance obligatoire.

Pour avoir droit aux subventions de l'Etat, les caisses de maladie doivent être reconnues, et cette reconnaissance ne peut être obtenue que si certaines conditions sont observées : garanties de bon fonctionnement, égalité des sexes, libre passage d'une caisse à l'autre. Spécialement, pour les accouchements, l'Etat alloue une contribution forfaitaire de 20 fr., portée à 40 fr. si l'accouchée a droit à l'indemnité d'allaitement. Un stage de neuf mois est demandé pour avoir droit aux indemnités, qui sont les mêmes qu'en cas de maladie, à savoir : soins médicaux et pharmaceutiques, indemnité journalière d'au moins un franc, et cela pendant 6 semaines au moins.

Dans les pays où l'assurance obligatoire contre la

(1) Protection de la maternité ouvrière. (Association nationale pour la protection légale des travailleurs), 1912, p. 47.

maladie est instituée, en comprenant l'accouchement, comme l'Allemagne (lois des 15 juin 1883, 10 avril 1892, 30 juin 1900, 25 mai 1903, codifiées et modifiées par la loi du 19 juillet 1911), l'Autriche (lois des 30 mars 1888 et 4 avril 1889), la Hongrie (loi du 9 avril 1891, modifiée par la loi n° XIX de 1907), le Grand Duché de Luxembourg (lois des 31 juillet 1901 et 21 avril 1908), la Norvège (loi du 18 septembre 1909, modifiée par la loi du 1^{er} avril 1911), la Serbie (loi du 29 juin, 12 juillet 1910 sur les fabriques), la Grande Bretagne (loi du 16 décembre 1911), la Roumanie (loi du 25 janvier 1912), on observe qu'à l'occasion de l'accouchement sans condition de stage préalable (Autriche, Serbie, Angleterre), ou après un stage variant de 3 à 6 mois (Allemagne, 6 mois ; Hongrie, 3 mois ; Luxembourg, 6 mois ; Norvège 10 mois), la femme assurée (ou la femme d'un assuré en Grande Bretagne) a droit en général dans tous ces pays, à une indemnité égale à celle du secours de maladie, sauf toutefois en Grande Bretagne, où elle est remplacée par une somme forfaitaire de 37 fr. 50 aux femmes d'assurés.

A part le Luxembourg, et aussi la Grande Bretagne pour les femmes d'assurés, l'accouchée a droit en plus aux soins médicaux et aux médicaments, pendant une période variant de 4 à 12 semaines, soit après l'accouchement, soit avant et après.

Tel est, succinctement résumé, le tableau des assurances étrangères, en laissant de côté les projets russe et néerlandais, actuellement en discussion.

Ce que l'on constate nettement, c'est que l'assurance maternelle est généralement peu développée, qu'elle fait partie, comme accessoire, de l'assurance maladie.

Elle est pourtant fort importante, car sa portée sociale est plus vaste que celle de l'assurance maladie, étant donné qu'elle intéresse non seulement les salariées, mais aussi les générations à venir.

Nous trouvons en Italie un exemple du système des *caisses de maternité* : la loi du 17 juillet 1910 en a organisé une à Rome. Elle a pour but d'assister, en cas d'accouchement à terme ou prématuré les ouvrières visées par la loi du 10 novembre 1907 sur le travail des femmes et des enfants. Elle dépend de la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse, dont elle constitue une section autonome. Elle est alimentée par des cotisations annuelles : 1 fr. pour les ouvrières de 15 à 20 ans et 2 fr. pour celles de 20 à 50 ans, par moitié à la charge des intéressées et des patrons. Elle verse en cas d'accouchement une allocation de 30 fr., augmentée par une contribution de 10 fr. de l'Etat. Le patron peut être tenu de faire l'avance de cette indemnité quitte à se faire rembourser par la caisse. Celle-ci est administrée par un comité composé de représentants des patrons, des ouvrières, choisis par le ministre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

A notre avis, cette forme se rapproche étroitement du système de l'assurance. Elle a les mêmes désavantages que celle-ci.

En France, de nombreux projets de Caisses de maternité ont été proposés. Les uns, comme M. Brousse dans son amendement du 5 février 1891, préconisent une caisse de maternité alimentée par l'Etat et les départements, d'autres comme Paul Lafargue, Ferroul et Jourde, proposent une caisse de maternité alimentée par les industriels, les commerçants, l'Etat, les départements et les communes ou par des impôts spéciaux : ces derniers, en général, proposés par des critiques éminents sous des formes les plus ingénieuses.

A cette occasion, faut-il aller, avec M^e Henri Coulon, jusqu'à affirmer que les pouvoirs publics s'appuient uniquement sur l'insuffisance des ressources budgétaires, et que c'est là « l'unique et piteuse raison » pour laquelle

les propositions Strauss et Engerand n'ont pu encore être votées ? (1)

Nous ne demanderions pas mieux que de ne point le suivre, mais les années s'écoulent sans que l'on aboutisse, et dans les causes de ces longs attermoiements, nous voyons souvent le désir de mieux faire.

Mais on ne saurait oublier que le 30 octobre 1908, M. Caillaux déclarait à la tribune du Sénat que « l'adoption d'une proposition ouvrant le droit à l'indemnité pour toutes les femmes en couches comporterait une dépense de 20 à 25 millions, que le Gouvernement ne saurait accepter ».

Avec M. S. Ch. Leconte, M^e Henri Coulon conclut que « les ressources nécessaires pourrait être fournies par un impôt sur les successions sans héritiers directs ». Et il ajoute : « Quand cela coûterait 500 millions par an, cela ne serait pas trop cher ». Assurément, dirons-nous, que ce soit à un impôt de ce genre ou à tout autre moyen financier que l'on ait recours, ce ne serait pas trop payer le relèvement de la patrie.

Cependant nous ne croyons pas pour notre part que ce soit par des moyens de ce genre que l'on pourrait établir un régime ayant quelque consistance.

(1) Leconte S. L'assistance nationale aux mères. Paris 1910.

CHAPITRE IV

LOIS EN PRÉPARATION

§ 1. — PREMIÈRES PROPOSITIONS DE LOI.

L'idée de protéger les femmes en couches apparaît dans l'élaboration de la loi sur la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, devenue la loi du 2 novembre 1892.

Nous la trouvons dans les propositions de lois de MM. Martin Nadaud, Camelinat, et en 1887, chez M. de Mun, dans son projet de loi ayant pour but l'interdiction du travail industriel de la femme pendant quatre semaines après l'accouchement, que son auteur dut abandonner.

La question revint à la Chambre, le 13 décembre 1887. M. Waddington l'avait reprise dans son rapport sur la réglementation du travail des femmes et des enfants, mais en ce qui concerne seulement le repos après l'accouchement. « Une disposition analogue, disait-il, se trouve dans les législations allemande, autrichienne et suisse. Malgré quelques difficultés d'application, nous n'hésitons pas à adopter une mesure, que justifie simplement l'intérêt de la santé de la mère et de l'enfant, et qui est d'ailleurs conforme aux règlements de beaucoup d'établissements industriels ».

L'art. 9 était ainsi conçu : « Les femmes en couches

ne pourront être employées dans les usines, manufactures, chantiers, ateliers et magasins, pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. Elles justifieront de ce délai, par la production d'un certificat, délivré par un médecin ou une sage-femme. »

Au moment de la discussion, le 18 juin 1888, M. Rondeleux proposa l'amendement suivant : « Il est interdit aux patrons d'employer sciemment les femmes relevant de couches pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement. » Son auteur voulait ainsi éviter les interrogatoires gênants pour les ouvrières.

L'amendement fut repoussé. L'art. 9, à peine discuté, ne fut pas adopté.

La commission abandonna cet article à la deuxième délibération. Elle avait surtout en vue la loi sur le travail des enfants et des femmes.

M. Waddington, rapporteur de la commission reprit devant la Chambre, en juin 1890, l'année même de la Conférence de Berlin, l'ancien art. 9 qu'il garda sous sa forme la plus simple : « Les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement ».

Discuté le 8 juillet suivant, ce projet fut attaqué par le Dr Desprès, chirurgien des hôpitaux. Il demandait qu'il ne fut pas légiféré sur cette matière, suffisamment réglée par les mœurs. M. de Mun soutint le projet, parla des législations étrangères, appuyant sa thèse de nombreux exemples. Le Dr Ferroul déposa un amendement interdisant le travail pendant quatre semaines, au moment de l'accouchement, huit jours avant et vingt jours après. L'amendement fut repoussé ; mais grâce à l'intervention de M. Dron, qui insista sur les nécessités de l'allaitement maternel, l'article 9 fut adopté en première lecture.

La discussion du projet de loi revint en délibération le

5 février 1891, en deuxième lecture, et M. Brousse déposa l'amendement suivant : « Les femmes en couches, ne peuvent être admises au travail, que trois ou quatre semaines après l'accouchement, suivant le genre du travail. Pendant cette période, elles recevront une indemnité de 1 franc par jour.

« La même indemnité leur sera acquise, pour une semaine, si elles ont cessé le travail, avant l'accouchement.

« Ces indemnités seront fournies par une caisse de la maternité, établie dans chaque arrondissement, alimentée moitié par l'Etat, moitié par les départements. Cette caisse aura la personnalité civile et pourra recevoir des dons et des legs des particuliers ».

Et il ajoutait :

« Je vous propose d'élargir l'intervention de l'Etat qui est le représentant indiscutable, neutre et impersonnel de la grande collectivité. C'est lui qui doit distribuer le secours qui résulte de l'obligation incombant à tous.

« Chaque fois que nous votons une loi sociale, nous devons nous demander quel est notre devoir et quel est notre droit envers les personnes à qui cette loi s'appliquera.

« Eh bien ! notre droit, c'est de prendre des mesures pour conserver la race : notre devoir, c'est de donner le nécessaire à celles qui s'imposeront des sacrifices pour nous aider dans cette œuvre nationale ».

Cet amendement posait pour la première fois la question de l'indemnité. Seul Jules Simon l'avait abordée dans son rapport au ministère des affaires étrangères sur les travaux de la Conférence de Berlin. Il y admettait que cette interdiction comportait une obligation d'assistance publique.

Le Dr Desprès intervint de nouveau : « Ne craignez-

vous pas le ridicule, en conservant cet article de la loi, le bon sens et l'esprit français s'y opposent.

« Par la loi, vous imposez ainsi à 80 % des mères de famille, l'obligation de rester chez elles, alors qu'elles pourraient impunément travailler.

« Au surplus, il y a une considération primordiale ; de pareilles dispositions ne se règlent pas par une loi. On ne règle pas la vie domestique par des lois. » (1)

M. François Deloncle combattit le projet, au nom de la liberté du travail, ainsi que M. Rouvier, en raison des dépenses évaluées à dix millions. Finalement M. Brousse retira son amendement et MM. Waddington et de Mun, pour ne pas retarder le vote de l'ensemble de la loi sur le travail des femmes, abandonnèrent l'article 9.

La question n'était qu'ajournée.

Le 27 janvier, M. Paul Riche, essaya de reprendre la question, en la rattachant à l'assurance de la maladie ; le projet ne vint pas en discussion.

Le 7 février 1892, M. Brousse, soucieux de poser avant tout le principe de l'indemnité, déposa la proposition suivante :

« Les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail qu'après une période de repos déterminée suivant le genre de travail et l'état de leur santé.

« Pendant cette période qui ne pourra pas dépasser quatre semaines, elles recevront une indemnité. Celle-ci leur sera acquise pour une semaine en plus, si elles ont cessé le travail avant l'accouchement.

« Ces indemnités seront fournies par une caisse de maternité établie dans chaque arrondissement, et alimentée moitié par l'Etat, moitié par le département.

(1) J. O. Chambre. Séance du 5 février 1891.

Cette caisse pourra recevoir les dons et les legs des patrons et des particuliers : elle jouira de la personnalité civile. »

De son côté, M. Dron déposait la proposition suivante :

« Art. 1^{er}. — Les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement.

« Art. 2. — Pendant cette période de repos, elles recevront une indemnité qui variera entre 50 centimes et 2 francs par jour.

« La fixation et la répartition des indemnités de cette nature seront opérées par les conseils municipaux. Les frais seront moitié à la charge de l'Etat et moitié à la charge des communes, au prorata des sommes qu'elles auront distribuées. »

La proposition de M. Brousse voyait une certaine variabilité dans la période de ce chômage obligatoire et créait une caisse spéciale de maternité. Celle de M. Dron fixait la période de repos à quatre semaines et chargeait les conseils municipaux de la fixation et de la répartition des indemnités.

Le 29 mars 1892, M. Dron (1) rapporteur de la commission du travail, proposa la combinaison suivante de sa motion avec celle de M. Brousse :

« 1^o Les femmes et employées dans les manufactures, usines, ateliers et chantiers, ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après l'accouchement.

Elles auront droit à une indemnité, égale à la moitié du salaire journalier, sans que cette indemnité puisse être inférieure à 0 fr. 75 et supérieure à 3 francs.

« 2^o Le maire délivrera aux accouchées indigentes

(1) *J. O. Chambre. Documents parlementaires 1892, annexe n° 2027.*

pendant le temps qui suivra leur accouchement, et pour une période qui ne pourra excéder quatre semaines, des secours variant entre 0 fr. 50 et 1 franc.

« 3^e Les indemnités et secours seront mandatés par le maire sur le secours spécial voté à cet effet. Ils seront par parties égales à la charge de l'Etat, des départements et des communes ».

Par le premier paragraphe, la commission accordait aux femmes employées dans l'industrie, une indemnité égale à la moitié du salaire journalier, en astreignant à un repos de quatre semaines, tandis qu'elle n'attribuait qu'un secours aux femmes indigentes.

Si M. Dron fixait une indemnité proportionnelle au salaire avec maximum et minimum, c'est qu'ainsi qu'il le disait lui-même dans son rapport, il voulait éviter que ces indemnités puissent devenir pour l'Etat une charge trop lourde dans le cas d'ouvrières ayant un salaire élevé; il voulait éviter aussi que les indemnités soient dérisoires pour les ouvrières à bas salaire.

La première partie de l'article 1 fut adoptée, puis l'indemnité fixée à un franc. Deux amendements furent déposés, Le premier était de MM. Paul Lafargue, Ferroul et Jourde, au nom du parti ouvrier :

« Art. 1^{er}. — Toute citoyenne, mariée ou non, appartenant à la classe qui vit du salaire, est mise à la charge de la société à partir du quatrième mois de la grossesse jusqu'à son douzième mois après son accouchement, et jusqu'au deuxième mois seulement si l'enfant venait à mourir.

« Art. 2. — L'indemnité allouée serait de 3 à 6 francs par jour, selon le prix des vivres de la localité où la citoyenne demeure.

« Art. 3. — Les indemnités sont fournies par une caisse de maternité établie dans l'arrondissement et

alimentée par un impôt sur les industriels et les commerçants de 30 fr. par enfant des deux sexes et de 60 fr. par femme employée, l'Etat, le département et la commune complétant par tiers la somme supplémentaire nécessaire ».

Cet amendement fut renvoyé à la commission ainsi qu'un amendement de M. de Muñ en faveur des caisses de maternité alimentées par les subventions patronales et les cotisations ouvrières.

L'article 3 fut adopté avec exonération des communes, l'ensemble de la loi fut voté, mais la deuxième délibération ne revint pas et le projet fut abandonné.

En 1893, à l'occasion de la loi de 1892 réglementant le travail des femmes et des enfants, un amendement fut déposé par M. Guesde accordant à la mère un repos d'un mois avant et d'un mois après les couches et prévoyant le paiement du salaire intégral.

Le 14 mai 1896, un nouveau projet proposait d'établir la caisse de la maternité à l'aide d'un impôt spécial prélevé sur les chasses gardées; il ne fut pas pris en considération.

Le 12 juillet 1897, M. Groussier dans son projet du code du travail propose de défendre aux femmes enceintes de travailler six semaines avant et six semaines après l'accouchement,

Le 7 mars 1899, M. Dulau, (1) député, présenta un projet sur l'assistance maternelle inspiré par un rapport du Conseil supérieur de l'Assistance publique. En 1892, en effet, ce conseil élaborait un projet d'assistance maternelle dû en grande partie au Dr Drouineau. M.

(1) *J. O. Chambre. Documents parlementaires 1899, annexe n° 789.*

Dulau a repris cette idée dans un travail d'ensemble. Dans chaque département, il prévoit l'organisation sous l'autorité du préfet, d'un service d'assistance maternelle pour les femmes enceintes. Ce service doit comprendre l'assistance à domicile et l'hospitalisation des femmes enceintes nécessiteuses dans les asiles-ouvriers; le travail est obligatoire dans les limites indiquées par le médecin; la moitié du produit du travail est remise aux femmes à leur sortie. M. Dulau prévoit également l'organisation des maternités secrètes et la distribution des secours en argent et en nature, les dépenses devant être supportées, moitié par l'Etat, moitié par les départements. Il s'agit surtout là d'un projet d'assistance qui fut pris en considération le 12 mai 1899.

§ 2. — PROPOSITIONS DE M. PAUL STRAUSS.

C'est le 14 novembre 1899 que M. Paul Strauss (1) déposa son premier projet de loi interdisant le travail des femmes dans les usines, manufactures, chantiers et ateliers, pendant la dernière quinzaine de la grossesse, et les quatre semaines qui suivent l'accouchement. Il y accepta comme suffisant un congé de quinze jours avant les couches quoiqu'il est désirable que les femmes soient éloignées plus tôt de l'atelier. Il pense que si l'obligation était admise pour les quinze derniers jours, ce serait déjà un progrès considérable.

Le repos d'un mois après l'accouchement réduira la mortalité infantile qui sévit surtout, ainsi que nous l'avons vu, dans le premier mois. Il permettra à la mère d'allaiter son enfant ou tout au moins de retarder le moment où elle le mettra en nourrice.

(1) J. O. Sénat. Documents parlementaires 1899, annexe n° 235.

Pendant ces deux périodes, à défaut de ressources personnelles ou de l'aide qui pourrait leur être donnée par des mutualités, les femmes devront être efficacement secourues par les bureaux d'assistance médicale gratuite.

Les dépenses comprennent les secours de grossesse, les frais de séjour dans les refuges-ouvroirs pour femmes enceintes, dans les maternités hospitalières et secrètes et dans les asiles de convalescence.

Toute femme enceinte privée de ressources doit recevoir à domicile les secours que réclame son état ou, si elle ne peut être utilement secourue à domicile, dans un établissement hospitalier, et notamment dans les asiles-ouvroirs et les maternités hospitalières. Toute femme, en état de grossesse apparente, qui le réclame, peut être admise incognito et hospitalisée dans une maison secrète.

MM. Emile Brousse et Dron avaient proposé l'allocation d'une indemnité mise à la charge des caisses de maternité alimentées moitié par l'Etat, moitié par la commune ou le département.

MM. Paul Lafargue, Ferroul et Jourde s'étaient ralliés à l'idée d'une caisse de maternité, mais alimentée par un impôt spécial sur les industriels et les commerçants.

Dans l'exposé des motifs, M. Paul Strauss préconiserait plutôt l'assurance, mais, en l'absence de tout système de ce genre en France, il a recours à l'assistance publique et à la loi du 13 Juillet 1893, qui assimile les femmes en couches à des malades. Ce régime permettra, selon lui, de passer à l'assurance obligatoire.

En attendant, c'est sur le modèle de la loi du 13 Juillet 1893 qu'il organise les caisses de maternité où participeront l'Etat, les départements et les communes.

Quant à la dépense, M. Dron, en 1892, avait estimé en se référant au dénombrement de 1886, à 223.900 le nombre

des accouchements en cause, c'est-à-dire 60.680, pour les indigents; 113.238, pour les ouvrières de l'industrie; 30.000, pour les mères de famille ayant au moins quatre enfants. En calculant l'indemnité à un franc par jour pendant quatre semaines, la dépense probable était de 6.437.704 fr.

Ces chiffres paraissent à l'auteur de la proposition un peu forcés, car ils ne tiennent pas compte des secours alors alloués

Le rapport de M. Paul Strauss contient encore diverses propositions destinées à modifier la loi Roussel. Il veut donner un caractère obligatoire au service, à la surveillance médicale en rendant plus fréquentes les visites et la pesée des nourrissons, en interdisant l'emploi du biberon à long tube et en favorisant l'emploi du lait stérilisé. Il veut enfin protéger les enfants de nourrices mercenaires, ceux qui sont placés sous salaire hors du domicile de leurs père et mère, ou qui sont secourus à un titre quelconque.

Examinant ce projet au nom de la cinquième commission d'initiative parlementaire, M. Combes, rapporteur, conclut ainsi le 9 mars 1900 (1) :

« La seule réserve que le rapporteur soit tenu d'indiquer parce qu'elle a fait l'objet d'une remarque au sein de la commission, porte sur les moyens financiers de réaliser le but généreux que nous voulons atteindre. On peut sans doute en imaginer qui soient moins onéreux pour les communes et les départements. Ceux-là auront nos préférences ».

Ce projet, pris en considération le 13 mars 1900, fut l'objet d'un nouveau rapport de M. Paul Strauss, le 17 janvier 1902. (2) Celui-ci ne diffère guère du précédent.

(1) *J. O. Sénat. Documents parlementaires 1900, annexe n° 52.*

(2) *J. O. Documents parlementaires. Sénat, 1902, Annexe n° 4.*

Après avoir analysé plus profondément les causes de la mortalité infantile, d'après les travaux alors récents de MM. Balestre et Giletta de Saint-Joseph et recherché avec eux les décès qu'on aurait pu éviter, il ne peut s'empêcher de les citer : « Oui, en six ans, 220.000 enfants sont morts qu'on aurait pu sauver ; peut-on s'imaginer ce que cela représente de douleurs, de deuils, de désespoir ? Quelle catastrophe approche de celle-là ? Quel champ de bataille nous présenterait une pareille horreur ? Oui, 220.000 mères ont pleuré devant un berceau vide ; que diraient-elles, si elles savaient que leur enfant aurait pu être sauvé et quelle émeute pourrait être comparée au soulèvement formidable de leur indignation et de leur colère ? »

Il s'appuie sur les travaux des gynécologues et les rapports de nombreux congrès pour conclure : « sans prendre parti dans un problème essentiellement obstétrical, nous avons le droit de dire, que sauf dans les cas pathologiques, aucun criterium ne fixe avec précision la durée du repos préalable. »

Quant à la nécessité du repos après l'accouchement, les accoucheurs sont unanimes ; ils ne diffèrent que sur la détermination de la durée. Ce repos facilitera l'allaitement au sein et par conséquent diminuera la mortalité du premier âge, en permettant aux enfants d'échapper aux maladies gastro-intestinales.

En Suisse, en Norvège, les mêmes principes sont admis depuis longtemps. L'Allemagne, la Hollande, la Belgique, le Portugal, l'Angleterre, le Danemarck, l'Autriche, la Hongrie ont adopté le délai de quatre semaines. La loi espagnole du 13 mars 1900 prévoit trois semaines et réserve une heure par jour pour l'allaitement.

Une compensation équitable, outre qu'elle rachète ce que la prohibition peut avoir de préjudiciable, est le seul moyen de faire respecter la loi ; c'est ce qui résulte des

exemples de la Belgique et de l'Angleterre, où, faute d'indemnité, la loi n'est pas observée. Telle est du moins l'affirmation des auteurs de l'Assurance maternelle, MM. Louis Frank, docteur Keifer et Louis Maingié.

Comme dans son projet précédent, M. Paul Strauss juge nécessaire de passer par une phase intermédiaire en s'appuyant sur l'art 1^{er} de la loi du 15 juillet 1893.

La dépense qu'il avait évaluée avec M. Dron à 6.437.704 fr., après vérification faite par le ministre du commerce, serait réduite à 4 millions de francs. D'après les indications statistiques, le nombre des accouchements à prévoir de la population ouvrière féminine serait de 70.000, en mettant à 1 fr. 25 au lieu de 1 fr. l'indemnité moyenne calculée sur la moitié du salaire ; la dépense annuelle se monterait à 2 450.000 fr.

D'après le projet Dron, un budget d'assistance maternelle était ouvert pour les accouchées nécessiteuses, de même des secours pour les mères de plusieurs enfants. Des triples emplois prévisionnels peuvent donc être admis.

En admettant que les bénéficiaires des trois catégories réclament le bénéfice de l'assistance médicale gratuite, l'indemnité d'accouchement d'un franc pendant six semaines coûterait 2.940 000 fr. L'attribution de secours pour les mères indigentes et les mères de famille nécessiteuses de quatre enfants exigerait une dépense de 1.620.000 fr. Soit au total une dépense maximum de 4.560.000 fr. ; car ne sont pas comptés dans ces chiffres les secours alloués soit par les bureaux de bienfaisance, soit par le service départemental des enfants assistés.

Abordant l'assistance maternelle proprement dite, ces mesures n'entament en rien la responsabilité directe des bureaux de bienfaisance à l'égard des familles indigentes et nécessiteuses.

« Le refuge ouvroir public et privé répond à deux

objets différents : d'une part, il assure un abri réconfortant à des filles-mères dépourvues de ressources, errantes, vagabondes, délaissées ; d'autre part, il est le lieu d'asile des mères clandestines qui cherchent à dissimuler leur grossesse ».

Il préconise en outre l'assistance à domicile, en laissant toute latitude aux conseils généraux qui détermineront aussi la création des asiles-ouvroirs pour femmes enceintes, des maternités hospitalières et secrètes, auxquels sont rattachés les communes ou syndicats de communes.

Enfin il règle spécialement la surveillance des vacheries soit par le service des épizooties, soit par les bureaux d'hygiène, la vente du lait écrémé et l'observation des décès des enfants de zéro à un an.

Le projet fut l'objet de vives critiques à la Ligue contre la Mortalité infantile et à la Société internationale d'études pour les questions d'assistance. Il y fut exprimé la crainte que la liberté laissée aux conseils généraux ne devienne une source d'abus ; que, par exemple, un département trop favorable n'attire toutes les filles-mères des départements voisins.

Il est certain que ce projet ne s'applique qu'à une catégorie d'ouvrières et laisse de côté les ouvrières à domicile. Il fut voté le 3 décembre 1903.

Les principaux articles étaient les suivants :

« Art. 1^{er}. — Les femmes travaillant dans les usines manufactures, chantiers et ateliers, ne peuvent être admises au travail dans la dernière quinzaine de la grossesse et dans les quatre semaines qui suivent l'accouchement.

« Art. 2. — Pendant cette période de repos, à défaut de ressources personnelles ou de l'aide qui pourra leur être donnée par des mutualités maternelles et toutes

organisations analogues, les femmes en couches qui réclameront le bénéfice de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, devront être efficacement secourues par les bureaux d'assistance médicale.

« Art. 3. — Toute femme enceinte privée de ressources, reçoit les secours que réclame son état, à domicile, ou si elle ne peut être utilement secourue à domicile, dans un établissement hospitalier, et notamment dans les asiles-ouvroirs et dans les maternités hospitalières.

« Art. 8. — Les dépenses d'assistance maternelle avant et après l'accouchement seront rattachées au service de l'assistance médicale gratuite; elles comprendront, en outre, les secours de grossesse, les frais de séjour dans les refuges ouvroirs... »

Désirant faciliter l'application de cette mesure nouvelle, M. Paul Strauss déposa le 23 mars 1906 un rapport supplémentaire (1) modifiant les deux premiers articles, et où le bénéfice de la loi était limité aux femmes enceintes employées dans les établissements visés par la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 12 juillet 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

Voici cette proposition de loi, telle qu'elle sortit des travaux de la Commission chargée de l'examiner.

« Art. 1. — Les femmes enceintes travaillant dans les établissements visés à l'art. 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, lorsqu'elles sont arrivées à la dernière période de leur grossesse, ne peuvent être admises à continuer leur travail que si cette continuation est sans danger pour l'enfant. Les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir à cet égard un certificat médical.

(1) J. O. Sénat. Documents parlementaires, 1906, n° 124 (annexe rectifiée).

« Les inspecteurs ont le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme du médecin chargé d'un service public, désigné par le Préfet et après examen contradictoire si les intéressés le réclament.

« Elles ne peuvent reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement et en présentant un certificat médical constatant que cette reprise est sans danger.

« Les infractions aux dispositions de la loi présente sont constatées et punies dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions concernant le travail des femmes dans les manufactures.

« Art. 2. — Pendant cette période de repos, à défaut de ressources personnelles ou de l'aide qui pourra être donnée par les mutualités maternelles et toutes organisations analogues, les femmes enceintes et les femmes en couches visées à l'article 1^{er} sont assimilées aux malades par application de l'article 1^{er} par. 2 de la loi du 13 juillet 1893 et recevront une allocation de 1 fr. par jour ».

Cependant dans son rapport, au nom de la commission des finances, du 30 novembre 1906, M. Savary, après avoir établi la répartition des 4.000.0000 demandés suivant le barème de la loi du 13 juillet 1893, à savoir :

Communes....	54,1 p. 100	2.164.000
Départements .	28,6 p. 100	1.144.000
Etat.....	17,3 p. 100	692.000

faisait des réserves sur cette dépense de près de 700 000 francs imputable à l'Etat alors que « les pouvoirs publics se préoccupent, non sans embarras, de trouver des ressources nécessaires à la création des retraites ouvrières. »

Aussi en deuxième lecture, le 21 mars 1907, M. Caillaux invoquant les charges trop lourdes imposées au budget,

il s'agissait d'une dépense de 4 à 5 millions par an, fit-il renvoyer ce projet à la commission.

Le 30 octobre 1908, le Sénat reprit à nouveau la proposition de M. Strauss modifiée.

Le premier article était ainsi rédigé :

« Art. 1^{er}. — Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir à payer, de ce fait, une indemnité de rupture. »

M. Strauss insista sur la nécessité de mesures législatives avant et après l'accouchement, mesures qui ne sauraient en rien nuire aux mutualités maternelles, « la prévoyance et la bienfaisance s'harmonisant et se complétant. »

Cet art. 1^{er} a une portée générale s'étendant à toutes les ouvrières ; il n'en est pas de même de l'article 2.

Celui ci stipule en effet, que « dans tout établissement industriel et commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, les femmes arrivées à la dernière période de la grossesse, sur la production d'un certificat médical constatant qu'elles ne peuvent continuer le travail sans danger pour la mère et l'enfant, auront droit aux secours dans les conditions indiquées à l'article 3 ci-après.

« Les femmes accouchées ne pourront reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement et sur le vu d'un certificat médical. »

Des dispositions spéciales chargent les inspecteurs du travail de l'application de la loi et fixent les pénalités.

Enfin l'article 3 alloue une allocation journalière aux femmes enceintes et aux femmes en couches privées de ressources. Le taux de cette allocation est fixé par le Conseil municipal. Le département et l'Etat y participent,

hors le cas où la commune fixe un taux supérieur à 1.50; l'excédent resterait alors à sa charge.

Le premier article fut voté par le Sénat le 30 octobre, (1) mais une discussion s'éleva au sujet de l'article 2. Le ministre des finances, M. Caillaux, signala l'opposition qui, d'après lui, existait entre les conclusions du rapporteur et l'idée qui avait prévalu au Sénat de subventionner les mutualités maternelles. Le système adopté lui paraissait présenter de grands avantages au point de vue financier et il émettait des craintes au sujet des dépenses qu'entraînait le projet en discussion. Il demandait enfin des précisions de texte.

M. Paul Strauss lui répondit en montrant que celles qui bénéficient de la mutualité et de l'assistance ne se confondent pas et que ses chiffres étaient exagérées. Le rapporteur se montra à la fois favorable à l'assurance et à l'assistance.

M. Fortier demanda l'extension de la loi à « toutes les femmes employées à la ville et à la campagne ». C'était aller trop vite et le rapporteur fit observer qu'il importait avant tout d'agir là où le péril était le plus grand avant de généraliser la loi ; car le besoin d'une législation se faisait surtout sentir dans les centres industriels.

Cependant M. Guillier appuya M. Fortier et déposa l'amendement suivant :

« Art. 2. — Toute femme qui se livre habituellement à un travail rémunéré, arrivée à la dernière période de la grossesse, sur la production d'un certificat médical constatant qu'elle ne peut continuer le travail sans danger pour elle et l'enfant, aura droit aux secours dans les conditions indiquées à l'article 3 ci-après »

C'était étendre la loi aux ouvrières à domicile et aux

(1) J. O. Sénat. Séance du 30 octobre 1908.

domestiques. Après une nouvelle intervention du ministre, le Sénat renvoya l'amendement à la commission et la délibération fut suspendue jusqu'au moment où la commission serait en état de présenter un nouveau rapport.

Ce fut à la séance du 12 février 1910, que M. Paul Strauss déposa un deuxième rapport supplémentaire (1), au nom de la commission chargée d'examiner sa proposition de loi. Faisant allusion au principe du précédent amendement, il s'y explique ainsi :

« Le terrain d'entente a été celui-ci.

« Au lieu de stipuler que toutes les travailleuses, quelles qu'elles soient, se livrant à un travail rémunéré, seraient les bénéficiaires du secours de repos maternel, nous avons pensé, d'accord avec le gouvernement, qu'il convenait de viser les salariées, ouvrières, employées, domestiques du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, travaillant habituellement en dehors de leur domicile. Nul ne songe assurément à se désintéresser des ouvrières à domicile, par exemple, dont la situation relève essentiellement des administrations d'assistance publique départementales et communales ; mais, en ce qui les concerne, le séjour au foyer domestique, auprès du berceau du nourrisson est d'avance assuré. Ce n'est pas un motif, certes, pour ne pas leur accorder toutes les fois qu'elles en ont besoin, l'appui le plus secourable : toutefois leur genre d'existence diffère trop des travailleuses extériorisées pour qu'on leur applique le même traitement ».

Il n'astreint au repos obligatoire dans les quatre semaines après l'accouchement que les femmes employées dans les établissements industriels et commerciaux.

D'autre part, il donne satisfaction au vœu exprimé par

(1) J. O. Sénat. Documents parlementaires 1910, annexe n° 42.

MM. Guillier et Fortier, car toutes les travailleuses en dehors du commerce et de l'industrie, pourvu qu'elles se livrent habituellement chez autrui à un travail rémunéré, seront admissibles au même titre au secours de chômage maternel avant et après leur accouchement.

La dépense peut être évaluée en prenant pour base le chiffre de 127.000 accouchements par an. En calculant sur une durée de repos de sept semaines et une indemnité journalière de 1 fr., la dépense ressort à 49 fr. ou en chiffres ronds à 50 fr. par accouchée, soit pour 127.000 accouchements une dépense de 6.356.000 fr. qui se répartira ainsi d'après les barèmes de la loi du 13 juillet 1893 :

Etat.....	17,3 p. 100	- 1.098.550 fr.
Départements.	28,6 p. 100	1.816.100 fr.
Communes ...	54,1 p. 100	- 3.435.350 fr.

En conséquence, M. Paul Strauss proposait les articles suivants :

« Art. 1^{er} (voté par le Sénat). — Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture.

« Art. 2. — Dans tout établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, les femmes accouchées ne pourront reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement. Un certificat médical, délivré par le médecin de l'assistance médicale gratuite, constatant que cette reprise peut s'effectuer sans danger pour la mère ou l'enfant, devra être exigé par le patron, si la femme travaillait dans son établissement avant l'accouchement, ou s'il a été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

« Les inspecteurs et les inspectrices du travail sont chargés concurremment, avec tous officiers de police judiciaire, d'assurer l'application des dispositions du présent paragraphe, dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892.

« Sera passible des pénalités prévues par les articles 26 à 28 de cette loi :

« Le chef d'établissement, directeur ou gérant qui, avant le délai de quatre semaines après l'accouchement ou sans le certificat médical, prévu au précédent paragraphe, aura occupé dans son établissement une femme qui y travaillait avant l'accouchement ou pour laquelle il aura été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

« Sera passible des pénalités prévues à l'article 29 de la même loi, quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un des agents chargés d'assurer l'application de la présente loi.

« Art. 3. — Toute femme de nationalité française et privée de ressources, qui se livre habituellement chez autrui à un travail salarié comme ouvrière, employée ou domestique, a droit, pendant la période de repos qui précède et suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière dans les conditions ci-après. » (1)

Ce fut M. Milliès-Lacroix qui fut appelé au nom de la commission des finances à examiner ce projet et à émettre en son nom un deuxième avis à la séance du 16 février 1911 (2)

Après avoir fait l'historique de cette proposition, M. Milliès Lacroix nous fait part « du scrupule d'ordre constitutionnel » qui a arrêté la commission. Les articles 8, 9 et 12 d'une part, 10 et 11 d'autre part, lui ont paru

(1) Voir les articles suivants, annexe I.

(2) J. O. Sénat. Documents parlementaires 1911, annexe n° 45.

constituer une législation financière que la tradition du Sénat a toujours fait considérer comme étant en opposition avec l'article 8 de la loi constitutionnelle du 24 février 1875 qui dispose que « les lois de finances doivent être en premier lieu présentées à la Chambre des députés et votées par elle ».

Après avoir fait ces réserves en les appuyant de deux exemples pris dans l'histoire parlementaire, M. Milliès-Lacroix essaie de dégager les conséquences financières de la proposition de loi.

Il retient le chiffre de 6.350.000 fr. Mais il y ajoute diverses erreurs qu'il a relevées, ainsi que les frais d'administration qui n'avaient pas été prévus et les conséquences financières résultant des amendements déposés.

Le premier amendement venait de M. Guillier et visait les femmes travaillant pour un salaire chez autrui et à domicile.

Le second de MM. Rey et Dellestable demandait l'application du barème de répartition de la loi du 31 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards aux infirmes et aux incurables.

Les erreurs relevées portent sur le chiffre des bénéficiaires qui seraient de 142,000 et sur l'indemnité de 1 fr qui ne tient pas compte suffisamment de l'allocation complémentaire en cas d'allaitement. Toutefois les éléments d'appréciation manquant sur ce dernier point, la dépense totale s'élèverait en tous cas à $142.000 \times 50 = 7.100.000$ fr.

Les frais d'administration s'élèveraient à 250.000 fr., ce qui ferait un total de 7.350.000 fr., réparti de la façon suivante, d'après les barèmes de la loi du 15 juillet 1893 :

Etat.....	17,3 p. 100	1.250.000
Départements...	22,6 p. 000	2.100.000
Communes . . .	54,1 p. 100	4.000.000

L'amendement maintenu par M. Guillier augmenterait le nombre des bénéficiaires de 63.780 d'où dépense annuelle de 3.289.000 fr. et d'environ 3.300.000 fr. avec les frais d'administration.

La charge annuelle serait de 10.630.000 fr. répartie ainsi suivant la loi du 15 juillet 1893.

Etat.....	17,3 p. 100	1.842.450
Départements...	28,6 p. 100	3.043.900
Communes	54,1 p. 100	5.761.650

L'application des barèmes de la loi du 31 juillet 1903 (exercice 1908), conformément aux amendements de MM. Rey et Dellestable, donnerait les résultats suivants sur le total rectifié de 7.350.000 de la proposition de loi,

Etat.....	50 p. 100	3.675.000
Départements...	13,6 p. 100	1.146.600
Communes	34 p. 100	2.528.400

sur le total de 10.630.000 tenant compte de l'amendement Guillier,

Etat.....	50 p. 100	5.323.000
Départements...	13,6 p. 100	1.661.400
Communes	34 p. 100	3.663.600

Et M. Milliès-Lacroix ne pouvait s'empêcher de conclure en faisant des réserves, en raison de la récente loi des retraites ouvrières et paysannes.

La discussion eut lieu à la séance du 8 mars 1912. L'article 1^{er} étant déjà adopté, elle porta sur l'article 2 qui est ainsi conçu :

« Dans tout établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, les femmes accouchées ne pourront reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement. Un certificat médical, délivré par le médecin de l'assistance médicale gratuite, constatant

que cette reprise peut s'effectuer sans danger pour la mère ou l'enfant, devra être exigé par le patron, si la femme travaillait dans son établissement avant l'accouchement ou s'il a été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

« Les inspecteurs et les inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, d'assurer l'application des dispositions du précédent paragraphe, dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892.

« Sera passible des pénalités prévues par les articles 26 à 28 de cette loi :

« Le chef d'établissement, directeur ou gérant, qui avant le délai de quatre semaines après l'accouchement ou sans le certificat médical prévu au précédent paragraphe, aura occupé dans son établissement une femme qui y travaillait avant l'accouchement ou pour laquelle il aura été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

« Sera passible des pénalités prévues à l'article 29 de la même loi quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un des agents chargé d'assurer l'application de la présente loi. »

Cet article, on le voit, prescrit l'interruption de travail dans tous les établissements industriels et commerciaux. Ainsi que l'expliqua M. Paul Strauss au Sénat, il vise uniquement les établissements qui se trouvent être l'objet des stipulations de l'article 1^{er} de la loi sur le repos hebdomadaire d'après lequel : « Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux. »

Ne sont pas visées par cet article les catégories

concernant la pêche, les forêts, la culture, l'élevage et le service domestique. En principe, les professions libérales ne sont pas soumises à la loi du repos hebdomadaire, à part les hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, entreprises de journaux d'information et de spectacles, musées et expositions. Et la loi ne s'applique dans ces établissements qu'au personnel du service, infirmiers, gardiens, etc... et non aux personnes elles-mêmes exerçant une profession libérale.

Si le projet élimine certaines catégories c'est que M. Paul Strauss, rapporteur, veut se maintenir « dans le cadre de la réglementation des lois du travail. » (1) Pour le travail agricole, en particulier, il juge qu'il n'est nullement comparable au travail industriel, car la femme peut vaquer à ses occupations domestiques tout en restant auprès de son enfant.

Une discussion sur une précision de texte fit renvoyer l'article 2 à la commission.

L'article 3 comportait deux amendements. Le premier de MM. Emile Rey, Empereur, Flaissières, Gacon, Vacherie, Dellestable, Cazeneuve, Lintilhac, Codet, Loubet, Mazière, avait pour but de supprimer dans l'article 3 le membre de phrase suivant : *qui se livre habituellement chez antrui à un travail salarié comme ouvrière, employée ou domestique*. C'était étendre la loi aux femmes enceintes dénuées de ressources qui restent chez elles, mais c'était aussi assumer une lourde charge qui devait se monter suivant les prévisions de M. Caillaux, au 30 octobre 1908, à 20 ou 25 millions, chiffre sur lequel il convient de faire des réserves avec M. Emile Rey. Ainsi que le montrait ce dernier à la même séance, 25 millions permettraient en effet de donner à 500.000 femmes 50 fr.,

(1) J. O. Sénat. Séance du 8 mars 1912.

ce qui supposerait cinquante jours de repos et 1 fr. par jour ; et encore on ne peut réellement prétendre que sur 800.000 mères environ qui accouchent tous les ans il y en a 500.000 privées de ressources.

Le second amendement déposé par M. Guillier fut abandonné par son auteur qui déclara se rallier à celui de M. Rey.

Or, selon M. Strauss, cet amendement en englobant toutes les femmes dénuées de ressources, dépasse le cadre du salariat pour aboutir à une loi d'assistance maternelle (1).

Si l'on voulait élaborer une loi d'assistance maternelle ayant un caractère obligatoire, on ne s'arrêterait pas au premier mois mais on irait plus loin.

La commission, devant remanier les articles 2 et 3, demanda le renvoi de l'amendement de M. Rey dans le but de l'examiner de nouveau, de concert avec le gouvernement ; ce qui fut accordé.

Depuis cette date, la commission a élaboré une rédaction nouvelle qu'elle a présentée le 11 juin 1912.

L'article 2 est ainsi modifié :

« Dans tout établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, il est interdit d'employer des femmes accouchées dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance.

« Les inspecteurs et les inspectrices du travail sont chargés concurremment avec tous les officiers de police judiciaire d'assurer l'application de cet article. Les articles 17 à 29 de la loi du 2 novembre 1892 s'appliquent

(1) *La Protection de la Maternité ouvrière* (association nationale pour la protection légale des travailleurs), 1912, p. 58.

à la constatation et à la répression des infractions au présent article dans les établissements visés au premier paragraphe.

« Toutefois les pénalités prévues par ladite loi ne seront pas applicables si le chef d'établissement ou son préposé ignorait que la femme eût accouché moins de quatre semaines avant la reprise du travail ».

La rédaction nouvelle de l'article 3 diffère peu de la rédaction précédente :

« Toute femme de nationalité française et privée de ressources, qui se livre habituellement chez autrui à un travail salarié comme ouvrière, employée ou domestique, a droit, pendant la période de repos qui précède et suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière dans les conditions ci-après, sans que celle-ci puisse se cumuler avec aucun secours public de maternité (1).

§ 3. — PROPOSITION DE M. ENGERAND

Le 23 juin 1910, M. Engerand et plusieurs de ses collègues, MM. Henri Laniel, L. Bonnevey et Ernest Flandin déposèrent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi relative à la protection de la maternité (2).

Déjà présentée le 20 décembre 1906, comme amendement au projet de loi relatif à la réglementation du travail, elle reproduit une disposition de la législation espagnole, l'article 9 de la loi du 13 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants.

M. Durand avait d'ailleurs soumis une proposition analogue « relative aux facilités à accorder aux femmes

(1) Voir les autres articles Annexe II.

(2) J. O. Chambre. Documents Parlementaires 1910, annexe n° 161.

occupées dans l'industrie pour l'allaitement de leurs nourrissons. »

La proposition de M. Engerand « vise seulement les femmes employées dans les établissements industriels et commerciaux, énumérés par les articles des lois du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels et du 29 décembre 1900 fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant.

« Quand ces femmes auront des enfants, elles disposeront, pendant l'année qui suivra la naissance, d'une heure par jour durant le temps du travail pour les allaiter : cette heure sera divisée en périodes fixées après une entente facile à établir. Cette heure ne pourra être retenue sur leur salaire, et toute convention contraire serait nulle de plein droit. »

Les mères pourraient même se faire apporter leurs enfants aux heures destinées à l'allaitement. La charge financière serait légère pour les patrons puisque beaucoup de chefs d'établissement l'acquittent déjà.

Cette proposition s'énonce ainsi :

« Article unique. — Pendant une année à compter du jour de la naissance, les mères employées dans les établissements, visés par les articles des lois du 2 novembre 1892 et du 29 décembre 1900, disposeront d'une heure par jour durant les heures de travail pour allaiter leur enfant.

« Cette heure pourra être divisée en deux périodes de trente minutes, qui pourront être prises par les mères aux heures fixées d'accord entre elles et les employeurs.

« L'heure destinée à l'allaitement ne pourra en aucune façon être décomptée du montant du salaire journalier.

« Toute convention contraire est nulle de plein droit.

« En cas de violation des dites dispositions, la partie lésée aura droit à des dommages-intérêts. »

Cette proposition fut renvoyée le 12 juillet 1910 à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

§ 4. — PROPOSITION DE MM. LOUIS MARIN ET BETOULLE

Encouragés par les bons résultats, obtenus par l'application de la loi du 15 mars 1910, accordant deux mois de congé payé, partie avant, partie après leurs couches, aux institutrices, MM. Louis Marin et Betoulle ont pensé qu'il était bon de rendre ces dispositions applicables aux 117.000 femmes employées dans les services de l'Etat et dans ses établissements industriels. C'est l'objet de leur proposition de loi déposée le 30 juin 1910 (1).

La loi du 15 mars 1910 s'appliquant à 65.000 intéressées et M. Millerand ayant appliqué cette dernière aux 16.000 intéressées des postes, il ne reste plus que 35.000 salariées employées dans les services de l'Etat réclamant le bénéfice de la loi.

Si du moins l'Etat français est très en retard après vingt-cinq ans de discussions, quant à la protection générale de la maternité des travailleuses, du moins sous l'impulsion des démarches de nombreuses sociétés et stimulé surtout par le succès de l'initiative privée, il a donné, comme nous le montre M. Louis Marin, un exemple meilleur à l'égard de ses propres fonctionnaires.

Dans les manufactures des tabacs, les ouvrières, accouchant d'un enfant légitime, sont autorisées, depuis le 1^{er} janvier 1889 à ne reprendre leur service qu'après vingt jours. Elles reçoivent une allocation de 20 francs.

(1) J. O. Chambre. Documents parlementaires 1910, n° 214.

Etendue depuis 1894 aux accouchements illégitimes, elle fut portée à 30 fr. en 1898. Depuis 1895, une indemnité journalière est allouée. Actuellement, c'est le règlement du 6 juillet 1895, modifié en 1898 et en 1904, qui marque l'amélioration des conditions de la maternité pour les ouvrières des manufactures des tabacs, des allumettes et en général des manufactures de l'Etat. Le repos depuis 1895 est porté à trente jours après les couches avec secours de 30 fr. L'allocation quotidienne est fixée à 4 fr. 40 à Paris et à 4 fr. dans les départements, par jour ouvrable.

A la marine, deux circulaires ministérielles des 27 août et 14 novembre 1900, font bénéficier les ouvrières employées de la solde de maladie pendant le dernier mois de gestation et vingt-six jours après l'accouchement. Il est alloué une gratification de 50 fr.

A l'assistance publique de Paris, les arrêtés des 1^{er} mai, 6 juin, 31 décembre 1903 accordent aux employés de toutes catégories en état de grossesse un congé de quinze jours avant vingt et un jours après les couches durant lesquelles elles reçoivent le montant intégral de leurs appointements.

Au service des aliénés de la préfecture de la Seine, l'administration accorde le congé nécessaire pour les couches sans réduction de traitement.

Les employées des postes, télégraphes et téléphones jouissent d'un congé de maternité de 35 jours réglé par les circulaires du 15 janvier 1903 et du 15 février 1904, durant lequel elles reçoivent leur rétribution complète. L'association fraternelle des receveuses et dames accorde une indemnité de 20 fr. à toute sociétaire donnant naissance à un enfant. M. Millerand, en leur appliquant la loi du 15 mars 1910, a étendu les congés de 35 à 60 jours.

Au ministère de la guerre, une circulaire du 18 mars

1904 a laissé toute latitude aux médecins pour fixer le temps de repos nécessaire aux ouvrières avant et après l'accouchement. Sur l'invitation de la Chambre, le ministre de la guerre nomma en 1902 une commission, chargée d'examiner un vœu du personnel civil des établissements militaires, demandant le paiement de la demi-journée pour les mères en couches avec gratification de 50 fr. Le ministre de la guerre par la circulaire de 1904 dut prendre parti contre le rapporteur de cette commission qui y était opposé. Toutefois cette circulaire est moins large que dans les autres administrations.

Dans l'administration des chemins de fer de l'Etat, l'accouchement est assimilé à une maladie et les employées commissionnées ou classées reçoivent la solde entière pendant une période qui ne peut dépasser soixante jours pour une année. Les autres employées ou ouvrières reçoivent un secours de 2 fr., si leur salaire est inférieur ou égal à 2 fr., ou, leur salaire pendant les trois premiers mois de l'interruption, si leur salaire est inférieur à 2 fr.

Au ministère du travail et de la prévoyance sociale, les dames employées à la statistique ont un congé payé de six semaines à l'occasion des couches ; elles reçoivent en plus une allocation de 100 fr. que touche tout employé marié à la naissance d'un enfant. Le dernier règlement du 10 décembre 1910 a confondu le congé de maladie avec le congé de maternité.

Au ministère de l'instruction publique, le personnel féminin de l'enseignement secondaire des jeunes filles est réglé par la loi du 9 juin 1853 pour les congés de maternité, c'est-à-dire qu'ils sont assimilés aux congés de maladie. Le traitement intégral est accordé pendant six semaines : il peut être maintenu pendant six semaines encore. Le demi traitement peut être donné ensuite pendant trois mois, à condition que la durée des congés n'excède pas six mois pour l'année. Dans l'enseignement

primaire une grave lacune existait, qui a été heureusement comblée : en cas d'accouchement une institutrice n'avait droit à son traitement que pendant un mois.

C'est le principe et le mécanisme de la loi du 15 mars 1910 que M. Louis Marin veut étendre à toutes les femmes employées dans les services de l'Etat et dans ses établissements industriels.

Si nous nous plaçons au point de vue de l'enfant, nous voyons qu'il ne bénéficiera des attentions délicates et compliquées que réclament les nourrissons qu'avec la condition d'une période de non travail de la mère.

En certains cas, le travail professionnel peut ne pas être interdit pendant une longue durée, car le repos peut n'être pas l'absence de tout travail. Or il en est autrement de l'œuvre professionnelle de la plupart des femmes employées de l'Etat où un repos de longue durée est nécessaire.

Les institutrices et en général les professeurs femmes se ressentent en effet de la longueur de la journée, des efforts de paroles qu'elles doivent fournir, de la tension d'esprit que nécessitent la marche d'une classe, sa surveillance et le souci de maintenir la discipline.

Les téléphonistes et les télégraphistes, de leur côté, sont contraintes à l'immobilité et souffrent de troubles nerveux dits « la névrose des téléphonistes », qui peuvent se transmettre à l'enfant.

La position assise influe d'une façon malheureuse sur les employées des guichets (postes, caisses d'épargne, chemins de fer, etc.), qui souffrent encore de beaucoup d'autres inconvénients : c'est ainsi que « le guichet du télégraphe, assailli par les faire-part de maladies aiguës et des décès suspects, est l'aboutissant quotidien redoutable, on pourrait dire le poste récepteur idéal, de toutes les contagions graves de la vie (tuberculose, broncho-pneumonie, croup, diphtérie, érysipèle, rougeole,

ophtalmie, scarlatine, etc., etc.), ces mille accidents, menaces imminentes de l'enfant et qui le guettent, lui et sa mère, à chaque instant.

Les infirmières sont exposées tous les jours à des dangers de contagion de la tuberculose ou de maladies infectieuses qui peuvent atteindre l'enfant dans son développement intra-utérin (1).

L'intérêt de la mère exige qu'elle se repose. Pour nourrir son enfant, il faut qu'elle puisse disposer de tout

(1) Pour les ouvrières des manufactures classées comme les manufactures des tabacs, allumettes, poudres, en première classe des établissements insalubres, ou comme les porcelaines ou fulminate de mercure, en deuxième classe d'établissements insalubres... Ces documents officiels signalent que la manipulation du tabac aggrave d'ordinaire la bronchite et la céphalalgie. Les jeunes mères (épouardeuses, écôteuses, cigarières), y sont exposées à un air respirable chargé d'une poussière plus ou moins épaisse et âcre ; à l'humidité froide du mouillage ; aux émanations de la plante fraîche et humide (écôtage) ; à des émanations moites (torréfaction) ; aux gaz de la fermentation des masses ; aux poussières du tabac (travail des cases) ; à celles pulvérulentes du tamisage, etc., etc.

De ce fait, les céphalalgies, nausées, diarrhées de la grossesse sont souvent aggravées. Elles favorisent la chlorose et certaines cachexies. Hurteau a signalé que ces ouvrières sont sujettes aux congestions passives. Les reins, surmenés par l'élimination de la nicotine, sont prédisposés à l'albuminurie, cette malfaitrice des jeunes mères. L'organisme en est tellement imprégné qu'on cite toujours ce cas typique de Stolz accouchant une ouvrière et reconnaissant l'odeur du tabac dans les eaux de l'amnios sans qu'il fut instruit de la profession antérieure de la femme. A la moullade, les ouvrières chargent sur des charriots des ballots de 79 à 80 kilogrammes et les roulent ensuite ; du séchoir, elles portent des caisses de 25 kilog. dans une atmosphère viciée par les émanations du tabac humide, notamment par les émanations ammoniacales...

Les ouvrières des manufactures des poudres et des porcelaines ont les bronches exposées à tous les accidents des professions à poussières minérales, les plus dangereuses pour le système respiratoire, si important à sauvegarder chez la femme, en vue d'éviter la tuberculose. Un des inspecteurs des poudreries est d'avis que les femmes enceintes ne devraient pas être employées lorsque leur grossesse atteint cinq mois. Les émanations d'alcool et d'éther provoquent aussi des crises nerveuses.

son temps et elle doit éprouver le sentiment qu'elle remplira bien le rôle que la nature lui a dévolu.

Toutes les raisons signalées dans l'intérêt de l'enfant interviennent pour les institutrices, les téléphonistes et les télégraphistes.

Pour les infirmières, la contagion des maladies infectieuses, en même temps qu'elle provoque des avortements ou des accouchements prématurés, expose la mère aux plus graves complications. Les mêmes germes que l'on trouve dans la scarlatine, les anthrax, dans beaucoup de plaies suppurantes sont les agents de l'infection puerpérale et produisent, outre des septicémies mortelles, les plus dangereuses phlébites, les métrites et les salpingites interminables.

Les inconvénients ne sont pas moindres pour les ouvrières des manufactures et les dactylographes.

Il y va aussi de l'intérêt de la société. La vie de la famille ne sera pas bouleversée.

Enfin au point de vue professionnel, la tâche des travailleuses au moment de la maternité est rendue plus difficile :

« Pour un même résultat les jeunes mères souvent doivent donner plus d'efforts ; leur état les rendant moins habiles dans leurs mouvements et moins capables d'attention soutenue, les prédispose à la nervosité, aux incertitudes et même aux accidents... » (1).

(1) Telle institutrice très dévouée se surprend en train de dicter des phrases sans suite à ses élèves, malgré les plus vifs efforts d'attention ; telle autre, au souci si inquiétant et si absorbant pour les jeunes mères à l'égard de leur propre enfant voit s'ajouter, à l'égard d'autres enfants, les soucis tenaces de préparations d'examens ou de concours dont elle se sent responsable devant sa conscience et les parents de ses élèves ; le travail scolaire, quels que soient les efforts héroïques que le courage d'une institutrice s'efforce d'y prodiguer, devient moins

Il faut bien se persuader que « les rapports entre les femmes employées de l'Etat et ses clients, d'une part, et les rapports entre les femmes employées de l'Etat et leurs supérieurs hiérarchiques, d'autre part, ne doivent jamais être troublés ».

Les difficultés que rencontre l'application du principe de repos de maternité sont plutôt atténuées, tirées, car on n'y rencontre pas les mêmes objections tombant de la liberté du travail, de la liberté de l'industrie et des charges que celle-ci supporte. Le problème n'est vraiment délicat que pour les travailleuses employées dans les manufactures de l'Etat et notamment pour celles qui travaillent aux pièces. Le congé étant accordé avec traitement entier, aucun inconvénient sérieux n'apparaît pour la travailleuse et les siens. La bonne marche des services en souffrirait fort peu : l'administration en sera quitte pour établir des suppléances dont les frais peuvent être facilement calculés.

fécond quand elle est sous le coup de ces défaillances causées par la maternité.

Pour les téléphonistes et les télégraphistes, importance pour le service d'éviter les trop fréquents changements de personnel surtout les changements inattendus ; difficultés de ne point commettre d'erreurs dans les indications souvent compliquées qu'elles doivent transmettre ; impossibilité de produire un travail aussi actif ; d'y apporter la même célérité, alors qu'en certains cas, il y a urgence à donner des communications rapides ; désorganisation momentanée d'un service par suite de malaises provoquant un arrêt immédiat du travail.

Pour les employées du guichet, outre les ennuis du numéraire, difficulté de conserver l'égalité d'humeur nécessaire pour satisfaire aux exigences d'un public, souvent mal au courant, toujours pressé...

Pour les infirmières, impossibilité du bon service fait par une future mère, somnolente, fatiguée, épuisée par une maternité toute proche, où trouver la bonne humeur pour égayer ceux qui souffrent, la vaillance pour les reconforter, le courage de ne pas se laisser rebuter par leurs exigences ou leur irritabilité, pour surmonter la répugnance que provoquent certains soins, pour avoir tout le sang-froid et l'activité nécessaires devant des crises subites...

A la base du texte proposé se trouvent plusieurs principes :

« Le principe de la spécialisation du congé distingue nettement ce congé des congés de maladie ou autres : il fait que la maternité ne privera pas la femme, au détriment de ses forces, des congés dont elle pourrait avoir besoin pour d'autres causes ».

Le principe du congé avec traitement entier implique moins de difficultés que celui avec traitement partiel. Il est d'autant plus équitable que le traitement de la plupart des femmes employées par l'Etat est inférieur à celui accordé aux hommes pour le même travail. Son maintien s'explique par l'augmentation des dépenses que la maternité occasionne.

Le principe de la division du congé répond au désir de tous les praticiens. Seule la durée d'un mois avant les couches n'est pas tout à fait conforme aux exigences médicales, les gynécologues demandant le repos après le septième mois de la grossesse.

Si des congés accessoires sont nécessaires dès le début de la grossesse, l'intéressée a toujours la ressource d'obtenir un congé de maladie.

Au cas où l'état de l'accouchée exige une prolongation de congé, M. Louis Marin propose « que les femmes employées ne puissent reprendre leur service qu'après examen et certificat, et, en conséquence que dans les cas où leur santé nécessiterait un congé supplémentaire, ce supplément leur soit accordé aux mêmes conditions que les deux mois formant le principal du congé de maternité ». En fait ces cas sont extrêmement rares.

Par suite de la difficulté du point de départ du congé, il pourra se faire que le congé ait été demandé trop tôt ou trop tard. Ce sera le médecin qui sera juge.

« Quand le congé, pris trop tôt, arrivera à son terme, il

restera pour attendre l'accouchement un certain nombre de jours. Si ceux-ci représentent un chiffre important, ils seront alors portés au compte des congés de maladie. S'ils représentent quelques jours seulement, ils pourront peut-être alors d'un commun accord, comme il se pratique dans beaucoup d'œuvres d'initiative privée, être reportés au compte du congé suivant l'accouchement ». Cette tolérance peut présenter quelques inconvénients car elle est opposée au principe de la division du congé précédemment exposé.

Il ne reste plus à examiner que la portée sociale de la mesure et ses conséquences financières.

D'après le recensement général du 4 mars 1906, le nombre des femmes employées comme fonctionnaires ou ouvrières dans les administrations publiques et les établissements industriels de l'Etat (chemins de fer non compris) atteindrait environ 118.000, ce qui ferait approximativement 120.000 pour 1910, qui se répartiraient en 73.000 pour l'instruction publique, 21.000 pour les postes, télégraphes, téléphones, 18.000 pour les établissements industriels de l'Etat (tabac, allumettes, etc.,) 10.000 à 12.000 pour les autres services.

Plus exactement sur un ensemble de 117.026, nous trouvons :

Guerre.....	3.920
Marine.....	442
Travail	132
Travaux publics, postes et télégraphes	18.678
Chemins de fer de l'Etat.....	6.356
Finances.....	15.266
Justice.....	266
Intérieur.....	893
Affaires étrangères.....	101
Colonies	33
Agriculture	11
Commerce	14
Instruction publique.....	70.808
Beaux-arts	86
	117.026

D'après ces chiffres nous constatons que plus des trois quarts des femmes employées ou ouvrières de l'Etat sont dans l'enseignement ou les postes. De plus nous avons vu que dans beaucoup de services publics les congés de maternité sont effectifs, ce qui exigera un effort financier moindre. Enfin il faut tenir compte que toutes les femmes ne travaillent pas au mois, à la semaine, mais aussi aux pièces; une égalité effective peut être dès maintenant envisagée.

Pour calculer le coût approximatif de l'application de la loi, le meilleur moyen est de se reporter à la loi du 15 mars 1910 et aux mesures prises par M. Millerand en faveur du personnel féminin des postes et en faveur des dames employées à la caisse d'épargne.

En se basant sur les chiffres de 1908-1909 et en tenant compte des frais de suppléance, le supplément moyen nécessaire serait pour les institutrices d'environ 2 francs. Pour les postes le complément serait porté à 3 francs et à 70 centimes, pour le personnel de la caisse d'épargne.

D'une part, on ne peut tenir compte du dernier chiffre à cause de l'âge plutôt élevé des dames employées à la caisse d'épargne; d'autre part, le chiffre de 3 fr., n'est pas établi sur des données assez précises. Le chiffre de 2 fr., qui a été confirmé par l'expérience, sera seul retenu. Si on l'applique aux 35.000 femmes, fonctionnaires et employées de l'Etat, qui ne bénéficient pas du congé de deux mois, on aboutit au chiffre de 70.000 fr.

Tel est le brillant exposé des motifs du projet de M. Louis Marin. Les articles qu'il propose sont les suivants :

« Art. 1^{er}. — Un congé de deux mois avec traitement entier, en dehors des congés pour maladie prévus par les règlements, est accordé aux femmes employées dans les services et les établissements industriels de l'Etat, moitié avant, moitié après les couches.

« Les intéressées ne peuvent reprendre leur service qu'après examen et certificat médical constatant qu'elles sont en état de le faire sans dommage pour leur santé ; en cas contraire, la prolongation de congé nécessaire leur est accordée aux conditions du congé lui-même, jusqu'à concurrence de deux mois.

« Un règlement d'administration publique déterminera, pour les femmes employées ou ouvrières n'ayant pas un traitement fixe, l'équivalent du traitement entier, et, en général, toutes circonstances appelant pour elles, précision des conditions de l'octroi du congé.

« Art. 2. — Les crédits nécessaires à la mise en vigueur et à l'application de la présente loi seront inscrits à des chapitres ou à des articles spéciaux, au budget des dépenses de chacun des départements intéressés ».

Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales le 12 juillet 1910, quoique distribuée en fait le 7 avril 1911, cette proposition fut l'objet d'un rapport de M. Charles Mouchel, déposé à la séance du 22 juin 1911. (1)

Après avoir analysé la loi du 13 mars 1910 qui est la base de la proposition de M. Louis Marin, l'auteur du rapport calcule à son tour l'effectif du personnel féminin employé par l'Etat. Il trouve des chiffres différents puisqu'il arrive à un total de 114.013 au lieu de 117.026 en puisant pourtant aux mêmes sources. Ces divergences proviennent d'appréciations différentes ou même tiennent à des causes permanentes de variation.

Sur ce personnel, 61.000 institutrices environ jouissent, comme nous l'avons vu, de la loi du 13 mars 1910. Grâce à un crédit de 50.000 fr., inscrit pour la première fois dans le budget de 1911, les 20.000 femmes environ, des

(1) J. O. Chambre. Documents parlementaire 1911, annexe n° 4072.

postes, télégraphes et téléphones profitent des mêmes avantages. Il ne reste donc plus à se préoccuper d'un accroissement de dépenses que pour les 35.000 femmes environ formant l'ensemble des autres personnels.

Sur quelle base doit être évalué cet accroissement ?

Le crédit pour les institutrices fait ressortir la dépense moyenne à 5 fr. 37 par tête et par an, pour les postes, la dépense prévue par l'administration était de 3 fr. par tête et par an.

Ces chiffres correspondraient dans le premier cas à 2.180 congés, soit environ 3,5 p. 100 de l'effectif et dans le second à 560 congés, soit environ 3 p. 100 de l'effectif.

Si on applique aux 35.000 femmes devant bénéficier de la proposition une proportion de 4 p. 100, on arrive à un chiffre annuel de 1.400 congés, soit 84.000 journées. Les ouvrières des manufactures de l'Etat formant la majeure partie de ces 35.000 femmes, il faudrait déduire les 30 fr. qu'elles reçoivent au moment de l'accouchement, plus 1 fr. par jour qu'elles reçoivent après les couches. On pourrait, en évaluant leur salaire moyen à 2 fr. 75, calculer ainsi le maximum probable de la dépense.

Dépense nouvelle	$2.75 \times 84.000 =$	231.000
Dépense actuelle	$2 \times 42.000 =$	<u>84.000</u>
Augmentation		147.000

En se basant sur la dépense prévue pour les institutrices, soit 6 fr. par unité, on obtiendrait un chiffre inférieur ;

Dépense nouvelle	$6 \times 35.000 =$	210.000
Dépense actuelle (approvisionnements)		<u>84.000</u>
Augmentation		126.000

La moyenne de ces deux évaluations, 136.500, serait la limite supérieure de la dépense à prévoir.

Suivent les mêmes articles de la proposition.

CONCLUSION

La question de la protection de la maternité a pris, on le voit, en France, dans ces dernières années, une ampleur qu'elle n'avait jamais connue, et qui permet de bien augurer de l'avenir. Née dans le but de venir en aide aux ouvrières de l'industrie, elle a pris une importance plus grande, soit à la Chambre, soit au Sénat ; elle s'est développée en s'étendant aux préoccupations qui ont trait à la conservation de la race. C'est que les effets de la dépopulation, ses conséquences redoutables qu'on a dû envisager sous le coup de la constatation de la diminution du chiffre des naissances, ont apporté au problème un intérêt nouveau. La réduction de la mortalité infantile, et par conséquent la protection de la mère, avant et après les couches, sont la partie essentielle de la solution cherchée. On peut dire qu'on est d'accord sur les questions depuis longtemps agitées de la durée du repos, du principe de l'indemnité ; on le sera bientôt sur celle de l'application. Le seul point délicat à résoudre nous paraît devoir être le système financier.

Là, les difficultés sont plus nombreuses : on peut dire que c'est là l'obstacle qui arrête le législateur, en mettant même à part les considérations d'ordre électoral.

Nous avons envisagé ici toutes les combinaisons étudiées. Pour nous, nous adopterions plutôt ce système

maintes fois proposé, d'une caisse de maternité alimentée par l'Etat, les départements et les communes, jouissant d'une personnalité civile, pouvant par suite recevoir des dons et legs et bénéficier de secours tels que loteries et libéralités diverses.

Elles répondraient mieux au but poursuivi et consacraient ce principe incontestable que la maternité est une fonction sociale. Ce serait, en quelque sorte, une caisse nationale de la maternité, assurant le repos obligatoire avant et après les couches et versant l'indemnité journalière.

Une objection qui a été soulevée à l'Association Nationale pour la protection légale des travailleurs pourrait nous être faite à ce sujet. La contribution que l'on demanderait à l'Etat, aux départements, aux communes, serait peut-être entachée de quelque injustice. Si l'on procède, par exemple, avec le barème de la loi des vieillards, on voit que « si les vieillards se distribuent partout à peu près de la même façon, il n'en est pas de même des enfants et surtout des familles nombreuses et plus encore des familles nécessiteuses. Vous avez des communes très méritantes où toutes les familles sont pauvres et ont beaucoup d'enfants; si vous obligez la commune à donner tant par enfant, ces malheureuses communes seront punies d'abord et dans l'impossibilité ensuite d'appliquer la loi (1) ».

M. Brousse l'a dit : « Il faut éviter le recours à la charité et à l'assistance, humiliantes pour la femme, il faut qu'il y ait là un droit pour l'ouvrière, ne comprenant aucune sollicitation, et puisque l'indemnité est une conséquence du chômage obligatoire, il faut qu'elle soit proportionnelle au salaire, qu'elle soit payée par l'Etat,

(1) *Protection de la maternité ouvrière*. (Association nationale pour la protection légale des travailleurs) p. 47.

les départements et les communes en dehors de toute participation des patrons et des particuliers ».

L'Etat étant un médiocre administrateur, ainsi qu'il apparaît d'ailleurs en matière industrielle et en matière d'assistance, l'utilisation des ressources créées par cette caisse serait confiée aux mutualités et à d'autres œuvres du même genre dont nous avons parlé. Celles-ci forment en effet un appoint précieux que l'Etat ne trouvera jamais : ce sont ces visiteuses toujours à l'affût des moindres misères, des moindres afflictions à soulager, ces femmes du monde qui occupent leurs loisirs à suivre des cours de puériculture.

L'exemple salubre qu'a donné la Ville de Paris mérite d'être suivi par l'Etat qui, la main dans la main de tous les gens de bien, peut faire de grandes choses pour le salut de la race.

ANNEXE I

Proposition de Loi de M. Paul STRAUSS

SUR LE REPOS DES FEMMES EN COUCHES

(Séance du 12 Février 1910)

Art. 1^{er} (voté par le Sénat). — Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture.

Art. 2. — Dans tout établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, les femmes accouchées ne pourront reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement. Un certificat médical, délivré par le médecin de l'assistance médicale gratuite, constatant que cette reprise peut s'effectuer sans danger pour la mère ou l'enfant, devra être exigé par le patron, si la femme travaillait dans son établissement avant l'accouchement, ou s'il a été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

Les inspecteurs et les inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, d'assurer l'application des dispositions du précédent paragraphe, dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892.

Sera passible des pénalités prévues par les articles 26 à 28 de cette loi :

Le chef d'établissement, directeur ou gérant qui, avant le délai de quatre semaines après l'accouchement ou sans le certificat médical prévu au précédent paragraphe, aura occupé dans son établissement une femme qui y travaillait avant l'accouchement ou pour laquelle il aura été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

Sera passible des pénalités prévues à l'article 29 de la même loi quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un des agents chargés d'assurer l'application de la présente loi.

Art. 3. — Toute femme de nationalité française et privée de ressources, qui se livre habituellement chez autrui à un travail salarié comme ouvrière, employée ou domestique, a droit, pendant la période de repos qui précède et suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière dans les conditions ci-après.

Art. 4. — Avant les couches, la postulante doit justifier, par la

production d'un certificat médical, qu'elle ne peut continuer à travailler sans danger pour elle-même ou pour l'enfant.

Après les couches, l'allocation est de droit pendant les quatre premières semaines ; elle ne peut être continuée au delà de cette période que si la postulante justifie, dans les conditions prévues au précédent paragraphe, qu'elle ne peut reprendre le travail ; cette continuation exceptionnelle fait l'objet d'une décision nouvelle dans la forme prévue pour les admissions.

L'allocation ne peut, à un moment quelconque, être accordée ou maintenue que si l'intéressée, non-seulement a suspendu l'exercice de sa profession habituelle, mais encore observe tout le repos effectif compatible avec les exigences de sa vie domestique, et que si elle prend pour son enfant et pour elle-même les soins d'hygiène nécessaires, conformément aux instructions que lui donnera à cet effet la personne désignée par le bureau d'assistance.

Art. 5. — L'allocation journalière est réduite de moitié en cas d'hospitalisation pendant toute la durée de celle-ci, si l'intéressée n'a pas d'autre enfant vivant au-dessous de treize ans.

L'allocation cesse aussi de plein droit lorsque l'assistée quitte la commune ; l'intéressée peut demander à être assistée dans la nouvelle commune où elle va résider.

L'allocation est supprimée par décision de la commission administrative du bureau d'assistance dès que celui-ci estime que les diverses conditions requises pour avoir droit à l'assistance ne sont plus remplies ou dès qu'il constate que des déclarations inexactes ont été fournies par la postulante ; dans ce dernier cas, il y a lieu à répétition de la part du maire, ou, à défaut, du préfet, agissant au nom des diverses collectivités intéressées.

Art. 6. — Les postulantes adressent leur demande écrite au bureau d'assistance de la commune de résidence, lequel, après enquête, fait connaître d'urgence au maire de ladite commune les demandes pour lesquelles il émet un avis favorable. Sur le vu de ces dernières propositions, le maire admet ou repousse la demande, à charge par lui d'en rendre compte au conseil municipal à sa plus prochaine session, quel que soit le domicile de secours de la postulante.

Toute postulante dont la demande, admise par le bureau d'assistance, a été repoussée par le maire, peut, par lettre adressée au sous-préfet, recourir devant la commission cantonale prévue à l'article 17 de la loi du 15 juillet 1893 ; le sous-préfet convoque d'urgence la commission, qui statue souverainement sur ces réclamations.

Art. 7. — L'allocation est incessible et insaisissable. Elle est payée à l'assistée.

Art. 8. — Le taux en est fixé dans chaque commune, pour une année au moins, après avis du bureau d'assistance, par le conseil municipal.

Il ne peut être inférieur à 50 centimes.

Le conseil municipal peut décider qu'une allocation journalière complémentaire sera accordée pendant le repos qui suit les couches à toute mère qui allaite son enfant.

Art. 9. — Si la personne admise a son domicile de secours dans une commune autre que celle de sa résidence, le maire de cette dernière peut, jusqu'à ce qu'il soit assuré que le taux fixé dans la commune du domicile de secours est au moins égal à celui de la commune de résidence, décider que ladite personne ne recevra, à titre d'acompte, que 50 centimes par jour.

Si la postulante a un domicile départemental ou est dépourvue de tout domicile de secours, il lui est attribué le taux de la commune de résidence, dans les limites des maxima fixés à l'article 12.

Art. 10. — Les frais de l'assistance sont à la charge de la commune ou, à son défaut, du département où l'assistée a son domicile de secours, et, si elle n'a aucun domicile de secours, à la charge de l'Etat.

Art. 11. — La commune et le département reçoivent, pour le paiement des dépenses mises à leur charge par la présente loi, les subventions définies aux barèmes A et B de la loi du 15 juillet 1893.

La commune reçoit du département : 1^o la subvention définie au barème A ; 2^o le remboursement des dépenses occasionnées par les assistées n'ayant pas de domicile de secours communal.

Le département reçoit de l'Etat : 1^o la subvention définie au barème B ; 2^o le remboursement des dépenses des assistées n'ayant aucun domicile de secours.

Art. 12. — Si la commune fixe, pour l'allocation journalière, un taux supérieur à 1 fr. 50 et à 2 fr. en cas d'allaitement maternel, l'excédent reste à sa charge exclusive.

Si, de même, l'allocation a été accordée pendant une période comprenant au total plus de huit semaines, les dépenses relatives à la durée supplémentaire sont à la charge exclusive de la commune.

Art. 13. — Les allocations journalières sont servies par la commune de la résidence des assistées, sous condition, s'il y a lieu, de remboursement par la collectivité du domicile de secours.

Art. 14. — Les frais de certificats médicaux pour les personnes admises au bénéfice de la présente loi sont à la charge du service de l'assistance médicale gratuite.

Art. 15. — Le domicile de secours s'acquiert et se perd dans les conditions prévues par la loi du 15 juillet 1893

Art. 16. — Un conseil municipal peut, après avis du bureau d'assistance, charger une œuvre locale d'assistance ou de mutualité maternelle de l'application de la présente loi dans tout ou partie de la commune et lui verser directement le montant des

allocations. Cette entente doit être préalablement approuvée par le ministre de l'intérieur, après avis de la section compétente du conseil supérieur de l'assistance publique.

Art. 17. — Des règlements d'administration publique détermineront les mesures nécessaires pour assurer les conditions d'application et de fonctionnement de la présente loi, et notamment en ce qui concerne la ville de Paris.

Art. 18. — La présente loi sera applicable immédiatement après l'expiration de la première année suivant celle de sa promulgation.

ANNEXE II

Proposition de Loi de M. Paul STRAUSS

SUR LE REPOS DES FEMMES EN COUCHES

*Rédaction nouvelle présentée par la Commission Sénatoriale
le 11 Juin 1912 (1)*

Article premier (voté par le Sénat). — Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture.

Art. 2. — Dans tout établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, il est interdit d'employer des femmes accouchées dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance.

Les inspecteurs et les inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, d'assurer l'application de cet article. Les articles 17 à 29 de la loi du 2 Novembre 1892 s'appliquent à la constatation et à la répression des infractions au présent article dans les établissements visés au premier paragraphe.

Toutefois les pénalités prévues par ladite loi ne seront pas applicables si le chef d'établissement ou son préposé ignorait que la femme eût accouché moins de 4 semaines avant la reprise du travail.

Art. 3. — Toute femme de nationalité française et privée de ressources, qui se livre habituellement chez autrui à un travail salarié comme ouvrière, employée ou domestique, a droit pendant la période de repos qui précède et suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière dans les conditions ci-après, sans que celle-ci puisse se cumuler avec aucun secours public de maternité.

Art. 4. — Avant les couches, la postulante doit justifier par la production d'un certificat médical, qu'elle ne peut continuer à travailler sans danger pour elle-même ou pour l'enfant.

Après les couches, l'allocation est accordée pendant les quatre premières semaines.

(1) Communiqué par la *Mutualité Maternelle*.

L'allocation ne peut, tant pour la période qui précède que pour celle qui suit les couches, être maintenue pendant une durée totale supérieure à 8 semaines.

Elle ne peut à un moment quelconque, être accordée ou maintenue que si l'intéressée, non-seulement a suspendu l'exercice de sa profession habituelle, mais encore observe tout le repos effectif compatible avec les exigences de sa vie domestique, et que, si elle prend pour son enfant et pour elle-même les soins d'hygiène nécessaires, conformément aux instructions que lui donnera à cet effet la personne désignée par le bureau d'assistance.

Art. 5. — L'allocation journalière est réduite de moitié en cas d'hospitalisation, pendant toute la durée de celle-ci, si l'intéressée n'a pas d'autre enfant vivant au-dessous de treize ans.

L'allocation cesse aussi de plein droit lorsque l'assistée quitte la commune; l'intéressée peut demander à être assistée dans la nouvelle commune où elle va résider.

Art. 6. — L'allocation est supprimée dès que les diverses conditions requises pour avoir droit à l'assistance ne sont plus remplies ou dès qu'il est constaté que des déclarations inexactes ont été fournies par la postulante; dans ce dernier cas, il y a lieu à répétition de la part du maire, ou à défaut, du préfet, agissant au nom des diverses collectivités intéressées.

Cette suppression fait l'objet d'une décision nouvelle, dans la forme prévue pour les admissions.

L'admission au bénéfice de la présente loi est prononcée dans les conditions fixées au titre III de la loi du 15 Juillet 1893 par les articles 12 à 19 inclus en ce qui concerne les postulantes ayant leur domicile de secours dans la commune de résidence et par les 2^e et 3^e alinéas de l'article 20 et l'article 23 pour les autres postulantes.

Art. 7. — L'allocation est incessible et insaisissable. Elle est payée à l'assistée.

Art. 8. — Le taux en est fixé dans chaque commune, pour une année au moins, après avis du bureau d'assistance par le Conseil Municipal.

Il ne peut être inférieur à 0.50.

Le Conseil Municipal peut décider qu'une allocation journalière complémentaire sera accordée pendant le repos qui suit les couches à toute mère qui allaite son enfant.

Art. 9. — Si la personne admise à son domicile de secours dans une commune autre que celle de sa résidence, le maire de cette dernière peut, jusqu'à ce qu'il soit assuré que le taux fixé dans la commune du domicile de secours est au moins égal à celui de la commune de résidence, décider que la dite personne ne recevra, à titre d'acompte, que 0.50 par jour.

Si la postulante a un domicile départemental ou est dépourvue de tout domicile de secours il lui est attribué le taux de la

commune de résidence, dans les limites de maxima fixés à l'article 12.

Art. 10. — Les frais de l'assistance sont à la charge de la commune ou, à son défaut, du département où l'assistée a son domicile de secours, et, si elle n'a aucun domicile de secours, à la charge de l'Etat.

Art. 11. — La commune et le département reçoivent, pour le paiement des dépenses mises à leur charge par la présente loi les subventions définies aux barèmes A et B de la loi du 15 Juillet 1893.

La commune reçoit du département : 1^o la subvention définie au barème A ; 2^o le remboursement des dépenses occasionnées par les assistées n'ayant pas de domicile de secours communal.

Le département reçoit de l'Etat : 1^o la subvention définie au barème B ; 2^o le remboursement des dépenses des assistées n'ayant aucun domicile de secours.

Art. 12. — Si la commune fixe pour l'allocation journalière un taux supérieur à 1.50 et à 2 francs en cas d'allaitement maternel, l'excédent reste à sa charge exclusive.

Si, par dérogation à l'article 4, la commune continue l'allocation au-delà de 8 semaines dans l'une ou l'autre période les dépenses de la durée supplémentaire sont exclusivement à sa charge, quel que soit le taux fixé.

Art. 13. — Les allocations journalières sont servies par la commune de la résidence des assistées, sous condition, s'il y a lieu, de remboursement par la collectivité du domicile de secours.

Celle-ci ne peut, en aucun cas, être tenue au-delà du taux qu'elle a fixé.

Art. 14. — Les frais de certificats médicaux pour les personnes admises au bénéfice de la présente loi sont à la charge du service de l'assistance médicale gratuite.

Art. 15. — Le domicile de secours s'acquiert et se perd dans les conditions prévues par la loi du 15 Juillet 1893.

Art. 16. — Toute Mutualité Maternelle, toute œuvre d'assistance préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur les propositions des Ministres de l'Intérieur et des Finances, après avis de la section compétente du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique, peut être chargée par le Conseil Municipal, le Bureau d'Assistance consulté, d'assurer le fonctionnement de la présente loi dans la commune où elle a établi son siège social ou des sections.

Dans ce cas, l'admission au bénéfice de la loi et le retrait éventuel de ce bénéfice continuent à être prononcés conformément aux dispositions de l'article 6. Le rôle des œuvres consiste à assurer directement le service des allocations aux bénéficiaires et à exercer la protection et la surveillance hygiéniques prescrites

par la loi ; elles reçoivent à cet effet les subventions de l'Etat, du département et de la commune prévues par l'article 2.

Le traité passé entre l'œuvre et la commune sera soumis à l'approbation du Préfet.

Art. 17. — Des règlements d'administration publique détermineront les mesures nécessaires pour assurer les conditions d'application et de fonctionnement de la présente loi et notamment en ce qui concerne la ville de Paris.

Art. 18. — La présente loi sera applicable immédiatement après l'expiration de la première année suivant celle de sa promulgation.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire Statistique de la France, 1909 et 1910.

Annuaire Statistique de la ville de Paris, 1909.

D^{rs} BALESTRE et A. GILETTA DE SAINT-JOSEPH. — Etude sur la Mortalité de la première enfance dans la population urbaine de la France de 1892 à 1897.

D^rs BAR, BRINDEAU, CHAMRRELENT. — La Pratique de l'art des accouchements. 1907.

D^r J. BERTILLON. — La Dépopulation de la France, 1911.

BERTIN. — De la Protection légale des ouvrières pendant leur grossesse et après leur accouchement. Thèse, Paris 1906.

BUDIN. — Mortalité infantile de zéro à un an, 1903. (Rapport à la Commission de la Dépopulation, 1903).

D^r BOUBE. — De la Mortalité infantile dans les dix premiers jours de la vie. Thèse, Paris 1909.

Bulletin de l'Office du Travail, 1912.

D^r CLAPPIER. — De la puériculture avant la naissance. Thèse, Paris 1907.

Compte rendu du VII^e Congrès de la mutualité. Nantes, 1904.

Compte rendu du IV^e Congrès national d'assistance publique et privée. Reims, avril 1908.

Compte rendu du Premier Congrès national de la mutualité maternelle. Paris, novembre 1908.

Compte rendu du Congrès international pour la protection de l'enfance du premier âge. Berlin, septembre 1911.

Compte rendu du II^e Congrès national de la Mutualité maternelle. Roubaix, septembre 1911. (Pas encore publié, le sera incessamment).

D^r COUFFON. — Contribution à l'étude de la protection des nourrissons en France. Thèse, Paris 1910.

D^r CURY. — Hygiène sociale de la grossesse chez les femmes de la classe ouvrière. Thèse, Paris 1898.

D^r DESCHAMPS. — Dépopulation de la France, Mortalité infantile. Thèse, Paris 1911.

D^r FAUQUET. — La protection légale des femmes avant et après l'accouchement. (Association nationale pour la protection légale des travailleurs). 1903.

FLEURY. — De l'Assistance publique à Paris. Thèse, Paris 1901.

GOIRAND. — La protection et l'assistance légales des femmes salariées avant et après leur accouchement. Thèse, Paris 1906.

GUYOT. — Rapport sur les obstacles économiques au développement de la population. 1905.

JAY. — La Protection légale des travailleurs. 1904.

S. CH. LECONTE. — L'Assistance nationale aux mères 1910.

D^r MORNET. — La Protection de la Maternité. Thèse, Paris 1909.

D^r PARÈS. — Les Mutualités maternelles. Thèse, Paris 1908.

D^r PÉCHIN. - - Contribution à l'étude de la puériculture intra-utérine. Thèse de Paris, 1908.

PINARD. — La puériculture du premier âge. 1904.

— Puériculture intra-utérine. (Communication à l'Académie de Médecine). 1905.

D^r ROBESCO. — La Mortalité infantile. Thèse, Paris 1907.

Dr ROGER. — Protection de la mère dans l'industrie. Thèse, Paris 1908.

Dr SARRAUTE-LOURIÉ. — De l'influence du repos sur la durée de la gestation. Thèse, Paris 1899.

STRAUSS. — Dépopulation et puériculture. 1901.

VALLIN. — La femme salariée et la maternité. Thèse, Paris 1911.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

J. O. Chambre. Séance des 18 juin 1888, 8 juillet 1890, 5 février 1891.

Proposition de loi Emile Brousse. *J. O. Chambre.* Doc. parl. 1891, annexe n° 1187.

Rapport de M. Dron. *J. O. Chambre.* Doc. parl. 1892, annexe n° 2.027.

Proposition de loi Lafargue, Ferroul, Jourde. *J. O. Chambre.* Doc. parl. 1892, annexe n° 2.369.

J. O. Chambre. Séances des 29 octobre, 3 et 4 nov. 1892.

Proposition de loi Dulau. *J. O. Chambre.* Doc. parl. 1899, annexe n° 789.

Proposition de loi Strauss. *J. O. Sénat.* Doc. parl. 1899, annexe n° 235.

Rapport sommaire Combe. *J. O. Sénat.* Doc. parl. 1900, annexe n° 52.

Rapport Strauss. *J. O. Sénat.* Doc. parl. 1902, annexe n° 4.

Rapport supplémentaire Strauss. *J. O. Sénat.* Doc. parl. 1906, annexe n° 124 rectifié.

J. O. Sénat. Séances du 30 octobre 1908.

2^{me} rapport supplémentaire Strauss. *J. O. Sénat. Doc. parl.* 1910, annexe n° 42.

2^{me} avis au nom de la commission des finances par Milliès-Lacroix. *J. O. Sénat. Doc. parl.* 1911, annexe n° 45.

Proposition de loi Engerand. *J. O. Chambre. Doc. parl.* 1910, n° 161.

Proposition de loi L. Marin et Betoulle. *J. O. Chambre. Doc. parl.* 1910, annexe n° 214.

Rapport Mouchel. *J. O. Chambre. Doc. parl.* 1911, annexe n° 1072.

J. O. Sénat. Séance du 8 mars 1912.

Vu : *Le Président,*
CAPITANT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie,
Signé : ILLISIBLE.

Vu : *Le Doyen,*
P. CAUWÈS.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	3

CHAPITRE I

NÉCESSITÉ DE LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ

§ 1. La Dépopulation.....	5
§ 2. Mortinatalité	9
§ 3. Mortalité infantile.....	13
§ 4. Remèdes.....	19
1/ Repos avant les couches et durée.	20
2/ Repos après les couches et durée.	22

CHAPITRE II

COMMENT IL EST POURVU ACTUELLEMENT A LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ

I. SECTION I. — L'Assistance publique.....	25
§ 1. Avant l'accouchement	26
§ 2. Pendant l'accouchement.....	28
§ 3. Après l'accouchement.....	32
SECTION II. — L'Initiative privée	33
Les Mutualités Maternelles — Œuvres diverses — Institutions de l'Indus- trie privée.	
II. — LÉGISLATION ACTUELLE	55
La loi Roussel. — Loi du 2 novembre 1892;	

modifiée par la loi du 30 mars 1900. —
Loi du 12 juin 1893, modifiée le 11
juillet 1903. — Loi du 29 décembre 1900.
— Loi du 15 juillet 1893. — Loi du 28
juin 1904, modifiée par la loi des finances
du 22 juin 1905. — Loi du 15 mars 1910.

CHAPITRE III

ETUDE DES DIFFÉRENTES QUESTIONS QUE SOULÈVE LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ

§ 1. Repos avant et après les couches....	61
§ 2. Etendue de l'application.....	64
§ 3. L'indemnité.....	68
§ 4. Système financier.....	69
Assistance. — Assurance. — Caisse de maternité.	

CHAPITRE IV

LOIS EN PRÉPARATION

§ 1. Premières propositions de loi.....	77
§ 2. Propositions de M. Paul Strauss....	84
§ 3. Propositions de M. Engerand.....	102
§ 4. Proposition de MM. Louis Marin et Betoulle.....	104

CONCLUSION.....	117
ANNEXE I.....	121
ANNEXE II.....	125
BIBLIOGRAPHIE.....	129
TRAVAUX PARLEMENTAIRES.....	131



DAX

GRANDE IMPRIMERIE LANDAISE H. LABÈQUE

11, Rue des Carmes



